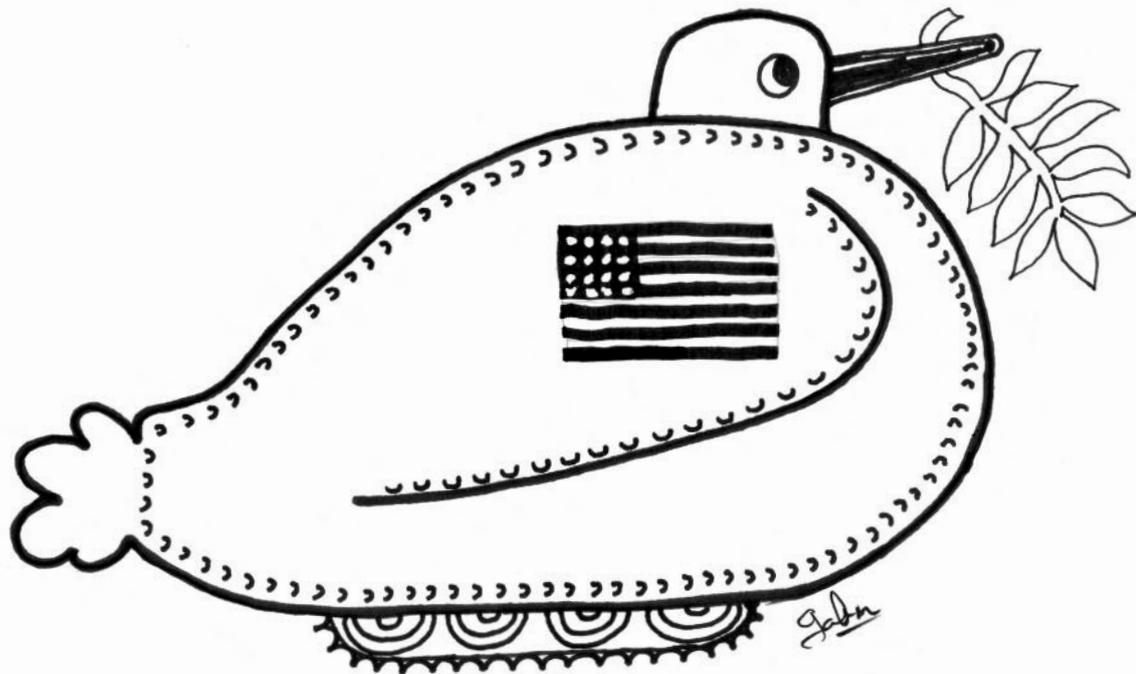


CREUSE-CITRON

Journal de la Creuse libertaire n° 49 - août-octobre 2016

12^e année

PRIX LIBRE



LA COLOMBE QUI FAIT BOUM !

Comme tout le monde s'y attendait, l'État d'urgence va être prolongé de six mois et ensuite, peut-être, de six mois en six mois jusqu'à la fin des temps, à moins qu'une pause soit faite pour le grand cirque de l'élection présidentielle, ou bien seulement jusqu'à ce que la Constitution et les lois de notre démocratie soient assez remodelées pour que l'état d'urgence devienne l'état normal.

Pendant que le spectacle continue dans les stades et les assemblées parlementaires, le racisme et le repli sur soi se répandent comme une traînée de poudre, les frontières se verrouillent et les murs et barrières se multiplient. Les merdias nous bourrent le crâne pour nous faire croire que

nous sommes en guerre et que les manifs sont gangrenées par des ultra-violents, reconstruisant ainsi un nouvel ennemi intérieur contre lequel il sera légitime d'utiliser les moyens les plus extrêmes. Ils vont jusqu'à transformer un bris de vitre à l'hôpital Necker en une destruction du bâtiment par une horde barbare.

Mais, à qui profite le crime ? La réponse est simple : aux marchands d'armes et de képis qui organisent la destruction et aux bétonneurs qui reconstruisent, sous l'égide des normalisateurs. Que faire alors ? Reprendre les choses en mains par nous-mêmes et vivre debout, pas seulement la nuit !

L'air de la bêtise

Après quelques années d'accalmie, les projets de parcs éoliens industriels refleurissent en Creuse : sur les monts de Guéret, vers Crozant, vers Glénic, entre St-Hilaire-la-Plaine et Ahun, entre Fontanières et Évaux-les-Bains. Nous avons participé à plusieurs réunions concernant ces deux derniers projets, et il ne nous semble pas inutile de revenir sur cette question qui déchaîne la polémique « pour ou contre l'éolien industriel » ?

Les élus font la manche

Dans ces réunions, l'argumentation principale des tenants de l'éolien industriel était simplement financière : les dotations de l'État étant à la baisse, les communes n'ont plus assez d'argent pour faire face à leurs besoins et, comme l'éolien est présenté comme une vache à lait, pourquoi s'en priver ?

Qu'il s'agisse du maire de St-Hilaire-la-Plaine ou à Fontanières du président de la com-com, ils se posent en élus responsables mais complètement passifs : l'État, ce monstre froid et lointain, les oublie, ils n'y peuvent rien – ce qui est un peu dur à accepter comme argument de la part de personnes engagées politiquement – mais, heureusement, des sociétés privées leurs apportent, clés en mains, des projets lucratifs et, dans les deux cas, ces élus responsables se défendent bien d'avoir lancé le projet. Bref, l'implantation d'un parc éolien n'est pas un projet politique, il s'agit simplement d'une source de revenus.

Ainsi, peu importe le moyen de se procurer de l'argent, mais cet argent ne tombe pas du ciel, il est lié à l'installation de machines monstrueuses à des endroits précis du territoire. Si l'on prend l'exemple de St-Hilaire-la-Plaine, cinq machines sur sept seront implantées près du village du Grand-Villard (très proches de villages n'appartenant pas à la commune et qui n'auront aucunes retombées financières), la totalité des habitants du Grand-Villard s'y oppose mais la majorité du conseil municipal est pour.

Le maire veut se dédouaner en organisant fin août une « consultation citoyenne » sur le sujet, elle n'aura pas plus de valeur que celle pour l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. Comme le souligne la première adjointe au maire : *Cela ne peut pas être une consultation citoyenne qui tranche.*

La démocratie c'est quand même le traitement égal et égalitaire de tous les habitants. Si ce projet arrive à terme, que penser, en terme de démocratie locale, d'une majorité qui impose à une minorité une nuisance avérée sur son lieu de vie : la notion de bien commun est oubliée et une partie de la population est « condamnée » à subir seule une nuisance donnée.

Les projets éoliens génèrent ainsi de plus en plus souvent des conflits entre les habitants. Il existe seulement un ou deux exemples où le projet d'une éolienne est porté par la commune avec l'assentiment de la population et, dans ces cas, c'est la commune qui investit pour être propriétaire de la machine, sans intervention d'une boîte privée.

La chaleur de la bougie

Dans ces réunions, nous avons constaté que, si pas mal de personnes peuvent se fédérer pour lutter contre un projet de parc éolien, il n'est pas question d'élargir le débat, d'aborder la question du nucléaire ou du solaire industriel ou la question « de l'électricité pour quoi faire ? ». Le ressort, c'est d'abord le refus de telles machines près de chez soi, et pour cela, les arguments que l'on trouve remettent en question ces machines en tant que telles. Mais le débat s'arrête à la machine sans se soucier de ce qu'elle produit et sans se poser de questions sur notre mode de vie et son impact écologique.

Et, à ce moment-là, les pros éoliens marquent des points car leur seul argument est la sauvegarde de la planète et la diminution du réchauffement climatique.

Argument facile à réfuter, car, contrairement à ce qui est souvent avancé, l'éolien industriel ne réduit pas les émissions de gaz à effet de serre. En effet, le vent est intermittent, l'électricité ne peut pas être stockée et le réseau électrique ne



supporte pas les fortes variations d'alimentation. On recourt donc à des centrales thermiques, maintenues au ralenti même quand il y a du vent, pour pouvoir les accélérer instantanément quand la production éolienne baisse (il en est de même la nuit pour le solaire industriel).

Ainsi, chaque mégawatt éolien installé nécessite la mise en service d'un mégawatt thermique en soutien. Et, cerise sur le gâteau, l'éolien ne se substitue pas au nucléaire : il y a aujourd'hui près de 10 000 éoliennes industrielles en service en France, avez-vous entendu parler de la fermeture d'une seule centrale nucléaire ?

Parler d'énergies renouvelables sans se demander à quoi sert cette énergie, sans avoir une vision critique de nos prétendus besoins et donc de notre mode de vie, sans creuser le sens de mots grossiers comme « décroissance », c'est conforter notre système politico-économique et l'aider à finir de foutre en l'air planète et sociétés humaines.

Aujourd'hui, l'éolien et le solaire industriels permettent en fait de continuer à consommer comme avant mais en toute bonne conscience écologiste et occultent toute réflexion sur la production d'énergies renouvelables de proximité par l'utilisateur et pour l'utilisateur. Occultant également la réflexion sur un système basé sur le tout électrique, sur le fait que la France est en surproduction, que l'électricité ne se transporte qu'au prix de pertes énormes et que tout cela justifie un réseau de distribution monstrueux.

Il y a encore du chemin à parcourir pour qu'une lutte contre l'implantation de ces machines nuisibles prenne son sens en s'intégrant dans une lutte globale contre le système capitalitco-technico-bureaucratique (et tous les autres -iques -istes qui nous font du mal) qui nous domine.

PATRICK FAURE

Quelques éléments de réflexion sur l'éolien industriel

☒ Ces projets resurgissent alors que l'on sait, aujourd'hui, qu'il n'y a pas assez de vent en Limousin. Le parc de Peyrelevade, en Corrèze, inauguré en 2003, au bord du dépôt de bilan, est en « procédure de sauvegarde » depuis 2010. Les six éoliennes de Chambonchard sont à la limite de la rentabilité pour la même raison : pas assez de vent. D'ailleurs, en 2006, le Limousin était classé en zone défavorable pour les projets éoliens, puis un tour de passe-passe bureaucratique-politico-financier l'a transformé en zone favorable !

Il faut aussi savoir, qu'en raison de l'irrégularité des vents, le rendement réel d'une éolienne est à peine de 30 % de sa capacité théorique.

☒ La France est un des seuls pays où on peut construire des éoliennes à 500 m d'une habitation, l'Assemblée nationale a refusé de porter cette distance à 1 km : si c'était le cas, vu la dispersion de l'habitat en Creuse, nous aurions beaucoup moins de projets éoliens !

☒ Une éolienne est prévue pour durer vingt cinq ans, le contrat avec EDF est de quinze ans, mais c'est seulement pendant dix ans qu'EDF rachète l'électricité produite 82 € le mégawatt (contre 12 € pour les autres sources d'énergie).

Moralité : au bout de dix ans l'éolienne n'est plus rentable !

☒ Une éolienne, c'est 1000 t de béton et 40 t de ferraille. C'est une route de 7 à 10 m de large pour acheminer les matériaux et une énorme grue. Mais pour la démonter, avant qu'elle ne s'effondre, c'est encore la même grue empruntant la même route qui n'aura servi à rien pendant dix ou quinze ans (mais aura été entretenue au frais de la collectivité), c'est un coût de 700 000 €

900 000 € en laissant définitivement sur place le socle en béton. Ce sont 20 tonnes de matériaux non recyclables (les pales en particulier) et un revenu maximum de 60 000 € pour la revente des matériaux. Les sociétés exploitantes ne provisionnent, par contrat, que 50 000 € pour ce démantèlement. Qui va payer la différence ?

☒ Le principal revenu (4 500 € par an) est la location des 2 000 m² où est implantée une éolienne, la plupart du temps il va dans la poche du propriétaire exploitant du terrain. La commune, elle, ramasse les miettes une fois que le département et la communauté de communes se sont servies : par exemple, la commune de Chambonchard, pour six éoliennes, récupère 25 000 € par an.

La baisse de la valeur de l'immobilier dans les zones concernées, la baisse du tourisme et de l'activité commerciale entraînent *de facto* une baisse de la population : que représentent face à cela les quelques milliers d'euros que récupère la commune ? Un habitant de moins, c'est plusieurs milliers d'euros de moins par an qui ne sont plus dépensés localement !

☒ Il faut également mentionner la pollution et des dangers que représentent ces monstres pour le biotope, les hommes et les animaux : bruit, émission de basses fréquences et infrasons dangereux pour la santé, pollution visuelle et dégradation des paysages, pollution locale par fuites d'huile (il y a 1 000 litres d'huile pour lubrifier le moteur et il y a toujours des fuites).



À l'aide !

À la quincaillerie Barreige, à Guéret, on pouvait acheter les clous au poids, aujourd'hui la quincaillerie est devenue numérique et parle globish. J'ai besoin d'un traducteur, à moins qu'il soit préférable que je ne comprenne pas.

La châtaigne crie sa fête aux tiers-lieux en clôturant les Rencontres... Les Rencontres, ce festival des tiers-lieux de l'innovation sociale, de l'économie circulaire et open source, s'est terminé avec le barathon d'été 2016... Les tiers-lieux sont des sortes de web-cafés où les débutants en technologie numérique s'écorchent les genoux pendant que les geeks se tannent le cuir ! Ou, dit autrement, pour Guéret, il s'agit d'un fab-lab installé dans une ancienne quincaillerie pour faciliter le coworking.

Comprend qui veut, comprend qui peut. Tout ce pathos est extrait de différentes éditions du journal *La Montagne* entre le 3 et le 13 juin.

J'ai cru trouver une explication dans la charte des tiers-lieux : *Le tiers-lieu génère un langage commun et ré-appropriable entre des mondes différents et parfois contradictoires. Au niveau du langage, ce qui peut parfois ressembler à des acrobaties sémantiques permet de libérer la parole. De parler du nouveau avec des termes nouveaux. Ce vocabulaire spécifique tend parfois à être un frein à la compréhension du tiers-lieu. Il semble*

trop technique ou jargonneux. Il pose néanmoins des mots sur des abstractions. Il figure une réalité effective qui s'encadre mal dans les terminologies instituées. Le tiers-lieu, par son positionnement local permet de vivre certaines de ces abstractions afin de mieux se les approprier. Les outils et la médiation numérique facilitent l'apparition de situation de travail collective sur la constitution d'un patrimoine informationnel commun.

Je dois avouer que je n'étais guère avancé. Alors j'ai cherché à savoir qui payait et j'ai trouvé sur le site d'Evolis23 (Syndicat mixte d'aménagement durable, c.à.d. l'enlèvement des ordures ménagères) : *Portée par la Communauté d'Agglomération du Grand Guéret, la Quincaillerie Numérique concentre à la fois un FabLab, un espace de co-working, des médias citoyens participatifs, un espace d'initiation et de formation aux usages des outils informatiques... le tout dans la convivialité.*

Ce sont donc la communauté d'agglomération, et aussi la région (qui est *attentive au développement des Tiers-Lieux, et veut promouvoir leurs activités*) qui financent un lieu d'innovation sociale, voire de mise en cause du système se référant carrément au rôle du Tiers-état dans la Révolution française !

Très, très intéressant tout ça, nous irons y faire un tour et en rendre compte dans un prochain numéro de *Creuse-Citron*.



Non à l'extractivisme *

Les 22 et 23 juillet s'est tenue à Bord-Saint-Georges la 3^e édition du Festival Stop-Mines. Voici, ci-dessous, le texte de présentation des conférences qui débute par le communiqué de presse signé par les collectifs présents : ALDEAH (Alternatives au développement extractiviste et anthropocentré), Douar Di Doull, DéterresMinées35, StopMines87, Couflens-Salau Demain, Comité écologique ariégeois, Maiouri Nature, Association de défense des riverains de Salsigne, Attention Mines, Stop Mines 23.

ALORS QUE NOUS APPRENONS hier que COMINOR souhaite prolonger son permis de recherches d'or, d'argent, de tungstène, d'antimoine, etc. (Permis exclusif de recherches de Villeranges), pour la troisième édition du festival Stop-Mines, la mobilisation bat son plein à Bord-Saint-Georges. Elle s'inscrit dans le cadre de la journée mondiale contre la méga-industrie minière. Comme l'année dernière, elle réunit les différents collectifs anti-mines de France.

Notre mouvement prend de l'ampleur, les collectifs locaux se multiplient et se renforcent sur la plupart des territoires concernés par les permis de recherches de métaux.

Nous sommes, en lien sans cesse renforcés et déterminés, à user de tous les moyens pour stopper les projets contestés. Personne n'est dupe des promesses jamais tenues et des discours rassurants des industriels, des parodies de la démocratie et de la mystification de l'expertise scientifique.

Nous sommes solidaires de toutes les luttes contre les projets miniers destructeurs partout sur Terre. Nous nous situons dans une démarche de convergence avec les combats contre l'extractivisme et toute autre forme de destruction des territoires. Nous invitons les Creusois à interpeller leurs élus sur les dangers sanitaires et environnementaux de l'ouverture d'une mine, située en bord de rivière, au-dessus de la nappe phréatique et en bordure d'un réserve naturelle nationale classée NATURA 2000.

Contrairement au discours politico-industriel de M. Macron, les mines propres ou responsables n'existent pas. Les techniques n'ont pas changé. Le traitement de l'or se fait toujours avec du cyanure (cyanuration). Il y a toujours des tonnes de déchets nocifs libérés (arsenic) ou à stocker.

Les nouveaux projets se situent sur des terrains déjà pollués ou fragiles : soit sur ou à proximité d'anciennes exploitations ou sur des zones naturellement riches, souvent classées.

* Extractivisme :

Ce terme faisant référence, au départ, aux activités extractives au sens strict (mines et hydrocarbures), est de plus en plus utilisé pour désigner, par extension, l'accélération de toutes les activités d'exploitation des ressources naturelles à échelle industrielle (y compris l'agriculture chimique et les infrastructures facilitant ces dif-

férentes activités) et la place centrale de ces secteurs d'activité pour les économies exportatrices de matières premières.

L'extractivisme est l'une des caractéristiques essentielles du système économique et social dominant, qui ne peut assurer sa pérennité et sa reproduction sans l'extraction continue des ressources naturelles. La surexploitation de ces ressources fournit une base matérielle indispensable

à nos économies de croissance et à nos sociétés de consommation.

L'exploitation de la nature au meilleur prix (et donc sans égard pour l'environnement ni pour les hommes) conditionne aussi la promesse du « développement » pour les régions et les pays qui restent condamnés à poursuivre cet horizon, toujours fuyant, mais nécessaire pour que les prospères ne cessent de prospérer.

Nous n'acceptons pas le chantage à l'emploi ni les mesures compensatoires. On ne remplace pas la nature.

Nous dénonçons les stratégies douteuses des industriels :

- les tentatives de division ou d'achat des populations,
- le discrédit systématique des opposants,
- l'absence d'information,
- les réunions ou consultations publiques confidentielles ou inexistantes,
- le caractère antidémocratique des projets contestés.

Nous nous interrogeons sur la connivence entre les industriels et certains élus et sur la question de savoir qui va réellement gagner de l'argent ?

Nous sommes solidaires de tous les mouvements socio-environnementaux et de toutes les assemblées populaires ou citoyennes qui se multiplient partout en France et dans le monde : de Notre-Dame-des-Landes à Bure, au récent forum contre les Grands Projets Inutiles et Imposés (GPII) qui s'est tenu à Bayonne le week-end du 14 juillet, au Festival des luttes qui se déroulera en Bretagne à Plougonver (22) les 19-20-21 août, à l'Union des assemblées citoyennes en Argentine, etc. Plus généralement, nous sommes solidaires de toutes les victimes de l'extractivisme et du capitalisme.

La résistance existe depuis longtemps et elle continuera.

Nous nous opposerons à l'extractivisme, ici comme ailleurs. Nous vivons ici. Nous construisons chaque jour des alternatives sur chacun de nos territoires. Nos terres sont vivantes et dynamiques. Nous n'avons pas besoin de mines, de nouveaux aéroports, de grands barrages, de nouvelles lignes de TGV... Nous défendons un autre modèle de société. Non à l'extractivisme, ni ici ni ailleurs !



Élisez-vous les uns les autres et foutez-nous la paix

11 novembre à Gentioux : un rendez-vous qu'il faut continuer à honorer

Depuis plus de trente ans, chaque 11 novembre, les pacifistes et les antimilitaristes se réunissent autour du monument aux morts de Gentioux, sur lequel l'écolier en blouse et sabots lance son cri: «Maudite soit la guerre.»

DIFFÉRENTS GROUPES et diverses tendances étant représentés, la cohabitation, habituellement tranquille et respectueuse des opinions de chacun, devient parfois rugueuse... Ce fut le cas des deux dernières années.

En 2014, Rémi Fraisse avait été tué à Sivens par une grenade de la gendarmerie 20 jours avant. Aussi, certains voulurent dénoncer la répression policière en affichant sur le monument la liste des victimes récentes des forces de l'ordre. Cette initiative déplut à ceux qui entendaient conserver l'ordonnancement habituel de la journée, avec à leur tête le CLAMMG (Comité laïque des amis du monument aux morts de Gentioux). Quelques invectives furent échangées, dans un climat tendu.

En 2015, sous prétexte d'éviter le renouvellement des «incidents» de 2014, le CLAMMG, après avoir tenu une réunion avec la gendarmerie et la mairie de Gentioux, édicte un règlement précisant le déroulement du rassemblement. En voici de brefs extraits: «... Aucune banderole ou bannière pendant la cérémonie municipale... Aucune invective, aucun cri, aucun sifflement hostile...»

Plusieurs réactions font suite à ce communiqué, et notamment un texte diffusé par courriel, puis par tract à l'entrée du bourg, le jour de la manifestation, intitulé «Pourquoi nous n'irons pas à Gentioux le 11 novembre.» Les auteurs y expliquent qu'ils ne veulent pas se laisser dicter par la gendarmerie, la mairie de Gentioux ou la Libre-Pensée les formes d'exprimer leur antimilitarisme.

La Montagne du 12 novembre rapporte que ce sont 41 personnes des forces de l'ordre qui étaient sur les lieux, où tout s'est bien passé.

Quant à Régis Parayre, président du CLAMMG et de la Libre-Pensée creusoise, il a jeté de l'huile sur le feu dans son allocution: «Pour ceux qui l'ignoraient encore, en amont de notre rassemblement, une partie de la planète Internet du Plateau s'est emballée dans le registre de l'ignoble.»

Il est compréhensible que cette attitude du CLAMMG qui, sous l'égide de la gendarmerie, se pose, avec la mairie de Gentioux, en copropriétaire du monument, et cogestionnaires du rassemblement, rebute bon nombre de participants potentiels, et les incite à s'abstenir.

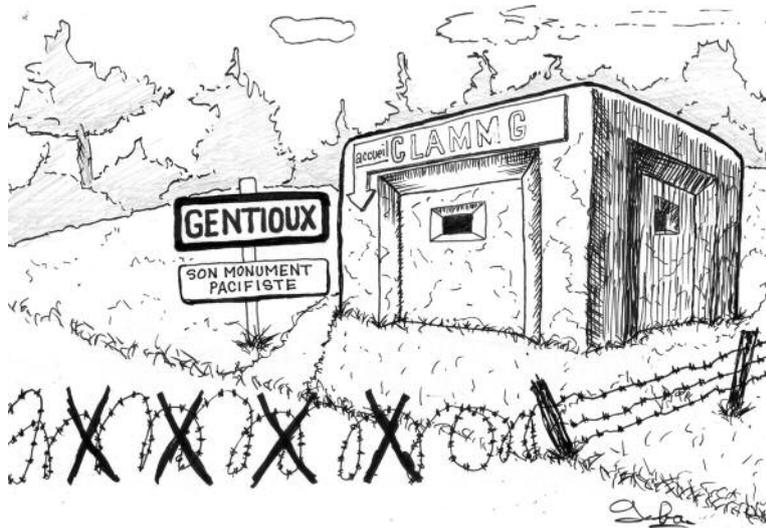
Mais, est-ce qu'adopter cette position de retrait n'équivaudrait pas à se laisser déposséder d'une manifestation symbolique qui permet depuis longtemps des retrouvailles, avec d'autres groupes et entre libertaires, qui ne manquent pas d'intérêt.

Il faudra, bien sûr, s'assurer préalablement que le CLAMMG se limite à un rôle de coordination entre les groupes qui souhaitent intervenir et accepte un libre débat concernant les modalités de participation.

À bas l'idole patrie!

Pour les libertaires que nous sommes, il y a beaucoup de raisons de continuer à participer au rassemblement de Gentioux: évidemment ce n'est pas par patriotisme («À bas l'idole patrie» disaient nos grands anciens), ni par sens du sacré (les «glorieux morts pour la patrie» ne sont que de malheureuses victimes), ni par respect pour un quelconque «devoir de mémoire» que nous nous retrouvons à Gentioux.

Si nous crions «Ni dieu ni maître», ce n'est pas pour installer un nouveau panthéon.



À bas toutes les armées

Si nous venons à Gentioux, c'est pour réaffirmer notre antimilitarisme radical: à bas toutes les armées, fussent-elles présentées comme «du peuple» ou «révolutionnaires». C'est pour dire haut et fort que **la guerre n'est jamais une solution pour les peuples**, et ne peut servir qu'à asseoir, temporairement, la domination de certaines fractions des classes dominantes.

Pour nous, il ne saurait être question d'envisager l'utilisation de la coercition pour parvenir à une société sans domination. Cette cohérence entre la fin et les moyens est ce qui nous différencie radicalement d'autres tendances révolutionnaires, particulièrement des marxistes.

C'est ce qui, pour ma part, me conduit à privilégier les luttes non violentes (désobéissance civile, boycott, etc.) plutôt que l'affrontement frontal et violent avec les tenants de l'ordre établi¹.

Le rassemblement de Gentioux est l'occasion de rappeler nos convictions et de montrer qu'elles rencontrent de plus en plus d'écho dans la période actuelle – marquée par les incertitudes et les questionnements.

Et c'est aussi, et peut-être surtout, l'occasion de se retrouver ou de faire connaissance dans une ambiance fraternelle et conviviale; c'est particulièrement le cas au cours du traditionnel repas partagé, cette année à la salle des fêtes de Faux-La Montagne (au lieu du Villard), qui suit la manifestation.

Je souhaite donc que le 11 novembre 2016 réunisse à Gentioux des libertaires nombreux, fiers d'affirmer leur antimilitarisme radical et heureux de se rencontrer.

J.-F. PRESSICAUD

1. Lire à ce sujet: *Désobéissances libertaires, manières d'agir et autres façons de faire*, d'André Bernard et Pierre Sommermeyer, éd. Nada, 2016 (2^e éd.).

S'il m'était prouvé qu'en faisant la guerre, mon idéal avait des chances de prendre corps, je dirais quand même non à la guerre. Car on n'élabore pas une société humaine sur des monceaux de cadavres. Louis Lecoq (1888-1971)

Splendeur et misères du syndicalisme

L'histoire du mouvement syndical se confond, peut-être à tort, avec celui des luttes ouvrières. Un syndicat n'est rien d'autre qu'une association de personnes qui se regroupent pour défendre leurs intérêts communs, et on trouve des syndicats de patrons ou de propriétaires de maisons closes.

LES SYNDICATS DE SALARIÉS, à l'origine, étaient des groupements clandestins d'entraide et de secours mutuels, fondés sur la solidarité et une forme de prévoyance, et qui servaient surtout à réunir du fric pour les familles nombreuses, les galériens trop âgés ou bousillés par le boulot, et surtout les caisses de grève.

À l'époque, la chiourme ne se faisait pas la moindre illusion sur l'État bourgeois, toujours du côté des billets de banque et n'ayant que la grandeur de la France (ou de l'Angleterre, ou de l'Allemagne, ou des USA) à la bouche, celle-ci passant par la prospérité superlative des grands patrons. Le monopole de la violence servait aussi bien à protéger la propriété privée que le rythme de la production industrielle, et la troupe ne mégotait pas sur les munitions pour remettre au boulot les grévistes.

Les syndicats d'ouvriers, alors, gagnèrent suffisamment en puissance pour agacer les dents d'une bourgeoisie

au ventre barbouillé par une culpabilité vague qui prit bientôt le doux nom d'humanisme. Il est vrai que ce n'était pas bien, d'exploiter aussi affreusement les gens. Chacun savait que les humains n'étaient pas si égaux que ça entre eux, mais tout de même, traiter des humanoïdes aussi mal que des mulets ou des bœufs, ça la foutait mal pour une classe qui se proposait de civiliser la terre entière.

Réelle puissance du mouvement ouvrier d'une part, courant humaniste de la bourgeoisie d'autre part, on finit par convenir, d'une extrémité à l'autre de la société, qu'il fallait à tout le moins prendre des gants, aménager la cage, huiler le *tripalium** (d'où vient le mot *travail*), mettre un minimum de formes à l'exploitation. Certains courants révolutionnaires voulaient en finir avec le travail, d'autres voulurent l'étendre à la totalité des activités humaines, en faire la nouvelle bible de la société, à la fois l'unique grille d'interprétation de l'humanité et son horizon ultime. Le rêve d'une société sans classes se résuma au cauchemar d'une société à classe unique, forcément ouvrière, fanatiquement travailleuse, se vouant à la production comme en d'autres temps on se vouait à Dieu.

Comme la bourgeoisie qu'elle voulait faire disparaître, cette classe ouvrière se distinguait par une morale exclusivement rationaliste : n'existait que ce qui pouvait être quantifié, réduit en graphiques, mesuré, pesé, prouvé, compté.

Était bon ce qui augmentait la production, était mauvais ce qui la diminuait ou la menaçait.

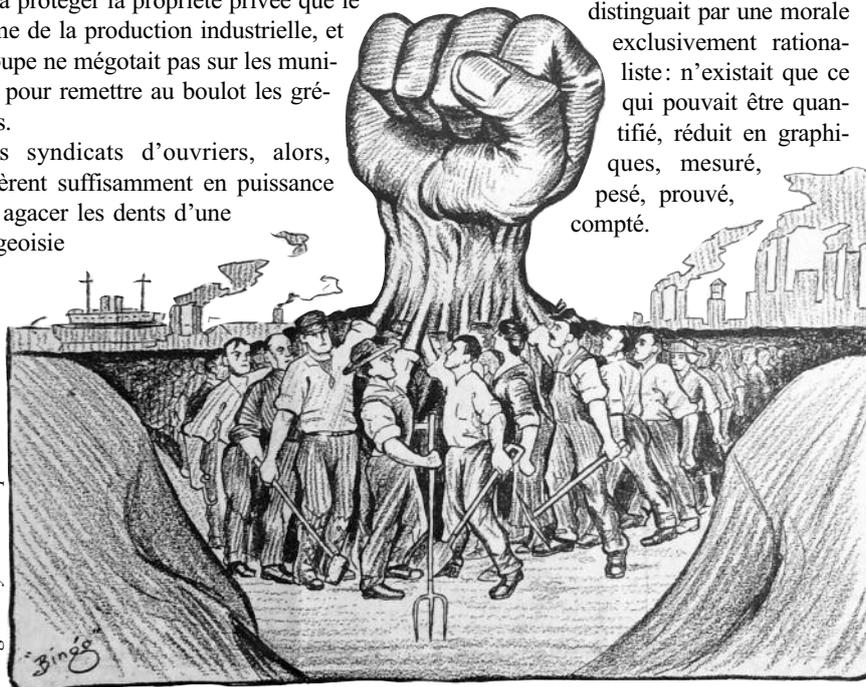
Tous égaux dans l'aliénation intégrale d'une ruche fonctionnant à plein pot, d'une usine planétaire, cet étrange mouvement révolutionnaire, à l'usage, ne vint pas plus à bout de l'exploitation – dont il fit une vocation et un credo – que de l'inégalité, théoriquement abolie mais de fait répartie différemment. Quant à la liberté individuelle, elle devint tout simplement un crime, une anomalie, une maladie.

Les pays où la dictature du prolétariat se réalisa plus ou moins virent en effet la prolétarisation de la dictature. Dans ceux où la révolution tripalienne (de *tripalium*) échoua, après diverses évolutions allant des dictatures racistes les plus monstrueuses aux despotismes bourgeois les plus classiques, on assista à une institutionnalisation des syndicats de salariés. Ceux-ci devinrent de fait, après quelques réglages et quelques ajustements, ce qu'on appelle des partenaires sociaux : des partenaires officiels et dûment intégrés de la société bourgeoise, représentant les salariés. Ils étaient rémunérés pour cela par diverses subventions publiques, tandis que la plupart des grandes entreprises versaient leur obole pour que fonctionne la démocratie paritaire. Les cotisations des adhérents, en fonte rapide, ne représentaient plus que la moitié, parfois un peu plus, parfois beaucoup moins, des revenus de ces grandes centrales pourvues de permanents et fonctionnant à la fois comme des entreprises, des partis politiques et des groupements d'intérêts. Inutile de dire que ces intérêts coïncidaient plus ou moins avec ceux des salariés qu'ils étaient censés représenter.

Le syndicalisme, en tant qu'expression historique d'une ambition révolutionnaire visant à changer la société, avait vécu. Il ne s'agissait plus que d'un fromage parmi d'autres. S'il était patent que les syndiqués, eux, existaient toujours partout où les grandes industries leur permettaient de se regrouper et de se battre encore comme au premier jour, les syndicats ne faisaient plus que jouer leur rôle institutionnel : montrer les dents pour rappeler leur représentativité, garante de leur place dans la société, et gérer au mieux l'inexorable recul social.

Nous en sommes là. L'émiettement de la production – entre délocalisations, travailleurs détachés, sous-traitance en cascade – est venu à bout du mouvement ouvrier. La bourgeoisie a fini par comprendre qu'il ne lui était pas profitable de regrouper dans de gigantesques unités une chiourme qui a ten-

La main qui gouvernera le monde -
Un grand syndicat unique



*Tripalium : Instrument de torture utilisé par les Romains pour punir les esclaves rebelles.

dance à faire mortier. Si on fait le bilan du syndicalisme ouvrier, on peut reconnaître que dans un premier temps il a permis, par des luttes historiques, d'améliorer la condition des prolétaires. Dans un deuxième temps, il a perdu toute ambition révolutionnaire et fait entrer dans une société commune, bourgeoise, des prolétaires qui n'en faisaient pas partie, mais en étaient le carburant. Il a contribué à l'avènement des aristocraties ouvrières, il a fait accéder en masse le prolétariat à la consommation et à la propriété privée, en faisant une classe conservatrice voire réactionnaire qui n'a plus de prolétaire que le nom, mais garde une identité confuse, surtout politique, où la désastreuse valorisation sentimentale du travail bouche toute remise en question sociale de celui-ci, de son utilité, de sa nature, de ses travers. L'exploitation a glissé vers le volant énorme des précaires, des travailleurs sans droits, avec un État social qui en instituant les compensations – surtout patronales – aux bas salaires, a généralisé le travail précaire et sous-payé, tout en mettant en place des dispositifs – RSA activité, RSA, APL – qui permettent aux patrons et aux bailleurs d'effondrer les coûts du travail en laissant flamber les loyers. Inutile de dire que le RSA activité permet aux patrons de sous-payer et sous-employer les précaires, tandis que les APL tombent directement dans la poche des bailleurs. L'État, par le biais de ces deux dispositifs, flique jusqu'aux cartilages les néoprolétaires, ceux qui n'ont accès ni à la consommation de masse ni à la propriété.

Le syndicalisme a contribué à faire du travail un véritable idéal, une norme, du productivisme un horizon indépassable. Mais il a aussi encouragé jusqu'au délire l'esprit de corps, le « patriotisme » d'entreprise. Pépy et la CGT veulent tous les deux le bien de la SNCF, de même que les travailleurs « inclus » du nucléaire (pas la viande à rems) veulent, comme Lauvergeon en son temps, le bien d'Aréva et d'EDF. C'est ainsi qu'un mouvement qui devait être d'émancipation générale finit par défendre l'État, les grandes entreprises et le capitalisme en général.

Commencent à apparaître des formes syndicales qui donnent le frisson. En 2009, des prostitué(e)s ont créé leur syndicat, le Strass, qui ne vise certes pas à faire disparaître la prostitution, mais à la faire reconnaître comme un travail à part entière, avec tous les avantages afférents (retraite, sécurité sociale, etc.) Ce syndicat, qui représentait 200 adhérents à sa création, en revendique aujourd'hui 500, sur les quelques dizaines de milliers de pros-

titué(e)s qui triment sur le territoire français. On ne peut guère le dire représentatif, mais à défaut, ses représentants portent la voix des prostitué(e)s dans les journaux, lors des auditions parlementaires sur le sujet, dans les débats et les émissions télévisées. Les prostitué(e)s n'étant pas différent(e)s des travailleurs du nucléaire, la viande à rems (la plus nombreuse) crève dans un angle mort du débat politique, tandis que la viande à jouir sans choix et sans papiers, non moins nombreuse, crève dans un autre. Mais surtout, dans ce cas précis, l'organisation d'un syndicat porte le travail même du sexe sur les fonts baptismaux de la reconnaissance sociale : puisqu'il y a un syndicat, le boulot est juste à améliorer, pas à abolir. C'est un problème d'aménagement. Il faut à tout le moins prendre des gants, aménager la cage, huiler le *tripalium*, mettre un minimum de formes à l'exploitation. On peut supposer que comme pour les autres catégories de travail, les formes seront mises. Peut-être assisterons-nous à l'émergence d'une aristocratie prostitutionnelle bien en cour, médiatique, glamour, tandis que l'exploitation glissera vers des populations plus précaires et sans droits. C'est d'ailleurs ce à quoi on assiste dans les pays réglemmentaristes.

Mais le verrou de l'invulnérabilité du corps humain n'est pas le seul à sauter. Les communards doivent se retourner dans leur tombe depuis 2011, date de la création en Bolivie de l'UNATSBO, le Syndicat des enfants travailleurs. Ce syndicat, dans un pays ravagé par la pauvreté et où un enfant sur trois entre 7 et 18 ans travaille, à 80% sur des boulots dangereux, prétend défendre les droits des enfants en exigeant pour eux de meilleures conditions de travail, une reconnaissance sociale et une rémunération plus juste. Mais il a surtout œuvré pour faire descendre l'âge minimum du travail de 14 à 10 ans en 2014. À cette occasion, Evo Morales, lui-même ancien enfant travailleur, a chanté les louanges du travail précoce, école de la citoyenneté. Le syndicat revendique 15 000 adhérents, dans un pays où plus de 800 000 enfants travaillent, dont 491 000 ont moins de 14 ans. Au niveau de la représentativité, c'est encore mieux que le Strass. Dans ce cas, c'est donc le verrou de l'âge, posé à la fin du XIX^e et à grand-peine, qui saute, à l'initiative, du moins le semble-t-il, des principaux concernés. La pauvreté est présentée comme une fatalité, une sorte de mauvais climat, de terre ingrate à laquelle on ne peut rien changer, et il faut tenir compte des circonstances particulières.

On ne peut que se demander quels syndi-

cats vont apparaître pour rétablir telle ou telle autre forme d'esclavage malheureusement dévaluée, voire criminalisée. La société est pourrie, on n'y peut rien. Alors au lieu de mieux partager le pognon, d'ouvrir les frontières, de mettre le paquet dans l'exercice des droits, à la santé, à l'éducation, au logement, de fermer les banques, d'enfermer les banquiers, de s'efforcer qu'advienne une société plus juste, prenons

LES VOLONTAIRES DES EXPÉRIMENTATIONS MÉDICAMENTEUSES CRÉENT LEUR SYNDICAT

Ben ouais, on n'est pas reconnus, puis c'est limité à 4500 € par an, on peut pas



celle-ci comme un fait accompli et aménageons le droit sur les faits : et les faits, c'est que le travail des enfants, comme la prostitution, explosent, et qu'il faut que ça continue. Le salariat, au début du mouvement syndical et ouvrier, disons au milieu du XIX^e siècle, représentait moins de la moitié des actifs. Il est aujourd'hui la forme principale d'activité, avec 90% des actifs. Nul doute que bien syndiqués, la prostitution et le travail infantile se développeront de même.

Assistons-nous à la naissance d'un syndicalisme de liquidation de tout projet révolutionnaire global, dont la fonction serait d'avaliser définitivement la barbarie et l'injustice, de reconnaître les inégalités structurelles ? Ce serait la fin d'une histoire riche en hauts et bas, celle du mouvement syndical comme fer de lance du progrès social.

Mais ce n'est heureusement pas la fin de l'histoire des luttes sociales.

Exil et tourisme solidaire

Quelle place pour les exilés dans la pratique des associations ?

Alex vient de passer plusieurs semaines dans la région de Calais en donnant des coups de mains dans plusieurs camps de migrants. La peinture qu'il nous fait des situations qu'il a observées ou vécues met en lumière certaines contradictions de l'aide humanitaire que l'on retrouve sur tous les terrains d'intervention comme récemment à Haïti.

Pour compléter la réflexion, il nous semblerait plus opportun de parler « d'exilés » que de migrants (terme devenu péjoratif) ou de réfugiés (terme juridique) car, quelles que soient les raisons de leurs départs, leurs statuts ou leurs projets, toutes ces personnes ont en commun d'être des exilés.

Le 31 mars 2016

Je vous écris de Chocques (Pas-de-Calais), où j'ai posé mon sac depuis deux semaines, en attendant l'expulsion dont cette toute petite jungle est menacée.

Ici, c'est moins de trente personnes originaires du Soudan, d'Éthiopie ou d'Érythrée qui tentent leur chance chaque nuit sur le parking de l'A26 tout proche. On rêve d'un camion pour l'Angleterre dans lequel se cacher. Dénrée très très rare.

Près de l'aire de Norrent-Fontes, plus fréquentée par les routiers pour cause de resto et pompe à essence, il y a une autre jungle : environ deux cents personnes qui passent, à raison de 10 à 20 par camion, une à deux fois par mois.

Mais le plus souvent ce sont autant de personnes qui sont découvertes lors des nombreux contrôles dans le port de Calais (scanners, douanes, chiens... les pires !). Elles sont alors renvoyées dans leur jungle, en train jusqu'à la gare la plus proche, puis à pied ou avec les bénévoles des assos locales qui passent beaucoup de temps à faire la navette.

Ici, l'asso phare, c'est Terre d'Errance, qui fait un travail considérable : dans la jungle de Norrent-Fontes, c'étaient les passeurs qui achetaient la bouffe pour les personnes qui vivaient là.

Mais depuis un an, l'afflux massif de dons (surtout d'Outre-Manche), et de candidats au passage, a fait que les passeurs ne « réinvestissent » plus l'argent exigé (500 € par personne pour accéder au parking) dans les besoins collectifs, mais seulement dans la pécuniose des chefs. Du coup, les bénévoles de Terre d'Errance les emmènent au supermarché du coin acheter ce qui manque, et les font cracher au bassin !

Rien à voir avec la mafia kurde qui gère le camp de Grande-Synthe et raquette les migrants avec la bénédiction des assos, de la mairie et de l'État. Contrairement à Grande-Synthe ou Calais, pas de haschish, d'héro, d'armes à Norrent-Fontes ou ici. Prostitution adulte et infantile à Calais, peut-être un peu à Norrent-Fontes où résident une cinquantaine de femmes, dans deux grands dortoirs aux ambiances de colonies de vacances, lorsque l'alcool grise les esprits, lors des fêtes.

Chocques est assez unique en son genre : une jungle et un parking sans passeurs, autogestion sur fond de soutien massif des assos et des particuliers alentours. Le Secours Pop' de Béthune apporte la récup' des supermarchés, la communauté musulmane d'Hénin-Beaumont envoie de la viande, de l'eau (!), des olives, de l'argent ; les voisins aident pour aller chercher de l'eau au cimetière ou les copains à la gare. Il y avait cinq femmes ici,



dont deux enceintes, qui sont parties depuis que le camp est menacé d'expulsion. Du coup, ce sont les hommes qui cuisinent, à tour de rôle. Simple, efficace, toujours bon ! On mange tous ensemble autour du grand bol, à la main.

Pas comme à Calais où la nourriture est distribuée par des cuisines, dans des contenants individuels souvent en plastique (comme si la jungle n'était pas suffisamment polluée comme ça). Les gens font la queue, n'aiment pas franchement ce qu'on leur propose et qui finit à la benne...

Ici tout le monde connaît tout le monde et c'est sans doute ce qui fait la différence. À Calais, le niveau d'inégalité dans l'accès aux ressources est considérable. Non pas qu'il faille payer la mafia pour accéder aux files de distribution, comme c'est le cas à Grande-Synthe, mais plutôt parce que les groupes prennent la main sur les individus isolés, les jeunes.

Les grosses assos de Calais (Auberge des Migrants, Help Refugees), expertes dans la réception et le tri des dons, sont parfaitement nulles quant à la redistribution. À part privilégier leurs copains, et ignorer les inégalités qu'elles ont créées et qu'elles entretiennent, elles ne souhaitent qu'une chose : se débarrasser du problème de la redistribution. Elles parlent d'ailleurs de laisser les communautés se débrouiller, sachant qu'elles ont créé des monstres nommés « community leaders », investis de pouvoirs exorbitants, comme celui de parler au nom de leurs compatriotes.

IL FUIT L'IMPÔT



☑ BON MIGRANT

IL FUIT LA GUERRE ET LA MISÈRE



☒ MAUVAIS MIGRANT

En attendant, les poubelles se remplissent de nourriture, de vêtements (portés une fois puis jetés), couvertures, sacs de couchage dont les plus chanceux n'ont pas besoin quand une part considérable des habitants du camp n'a pas de chaussettes dans ses chaussures éculées et ne mange pas tous les jours à sa faim.

Les choses étaient sans doute très différentes quand les migrants vivaient dans des squats en ville.

La jungle est donc un monstre créé de toutes pièces par les autorités, où prolifèrent les trafics et les commerces (propriétés de personnes ayant déjà des papiers, petits patrons sans vergogne pour certains). Les acteurs du business des migrants sont au complet quand on a considéré les salariés des assos et les sous-traitants en tous genres (pour les toilettes, les poubelles, etc.).

À Norrent-Fontes, on attend l'intervention de « Toilettes sans frontières », on a toutes les peines du monde pour accéder à l'eau, mais les habitants considèrent que c'est bien plus acceptable qu'à Calais.

22 avril 2016

À Calais, je croise S., 13 ans. Sa famille est en Afghanistan. À la main droite, il a un bandage. La nuit dernière, il s'est retrouvé face aux flics en essayant de passer. Il a pris des coups, pas de gaz cette fois. « No chance », comme il dit. Comme ils disent tous ici quand ils parlent de la nuit précédente. Je retiens donc que les condés frappent les gamins comme les autres.

Il cherche un bouteille de gaz pour cuisiner. Parfois il demande un peu de thune pour se payer un douche au hammam. De quoi se refaire une santé après les nuits agitées. Les assos qui s'occupent des mineurs isolés ne leur fournissent ni gaz ni douche. Elles prétendent qu'ils sont assez démerdards. S. n'est plus un « bambino » comme il dit, mais pas de beaucoup.

Pourquoi ne demande-t-il pas l'asile en France ? Parce qu'il a été envoyé par sa famille pour aller au Royaume-Uni, demander l'asile là-bas et faire venir ses parents, les procédures y sont beaucoup plus faciles.

Il y a aussi T., un Afghan dont la famille à émigré en Iran. Il porte encore les stigmates de ceux qui l'ont battu parce qu'il ne vendait pas assez de sacs plastiques dans les rues de Téhéran. Dans la jungle, il se fait exploiter par le proprio du resto où il bosse jour et nuit depuis des mois. T. a un point faible : il est accro à l'héro, qui s'achète aisément et se consomme ouvertement ici, surtout par les jeunes adultes. Ce qui est beaucoup plus difficile à appréhender, c'est l'importance de la prostitution des femmes et des enfants. On entend que les clients viennent aussi bien de la jungle que de l'extérieur. On entend que la passe est à trois euros. On entend aussi qu'il y a des femmes de l'extérieur qui viennent trouver des hommes ici.

10 mai 2016

La queue devant le container de distribution compte bien cinquante personnes. La dizaine de volontaires british, reconnaissables à leur teint clair et au gilet marqué « care 4 Calais »,

forment une chaîne pour canaliser les migrants, mais comprennent-ils leur rôle de flics ?

La distribution est le gros problème des assos qui s'y entendent, finalement, bien mieux à recevoir, trier et accumuler les dons dans des entrepôts gigantesques, qu'à les faire parvenir à ceux qui en ont besoin. Pour cela, il faudrait vraiment connaître la situation, c'est-à-dire échanger suffisamment avec les migrants pour comprendre les subtilités de l'organisation informelle, les hiérarchies, les stratégies d'accès aux ressources, etc. C'est-à-dire pas seulement avec ceux qui parlent le mieux anglais et que ces mêmes assos ont élevé au titre de « représentants communautaires », quand elle n'en parlent pas comme des « leaders » et qui ne défendent que leurs intérêts et ceux de leur clan. Pourtant les assos parlent de laisser bientôt à ces mêmes leaders la tâche de distribution.

12 mai 2016

Hier, je discutais avec une Italienne qui a passé beaucoup de temps dans la jungle depuis l'été dernier. Selon elle, les choses ont beaucoup changé : les bénévoles ne sont plus là pour aider, mais plutôt pour faire une sorte d'expérience de tourisme solidaire. Une des assos anglaises les plus en vue ici avait même songé à rédiger une « charte de bonne conduite » pour les intervenants extérieurs. Parce qu'il faut dire que bien peu de ces bénévoles vivent vraiment dans la jungle. La moitié, avertie du caractère prétendument dangereux de la vie nocturne ici, ne viennent dans le camp que de jour, et en groupe, le temps de leur mission (et parfois de prendre un tchâï dans un resto à la mode). Certaines assos les invitent à ne pas laisser leur coordonnées aux migrants, à ne pas non plus leur indiquer la localisation des entrepôts de stockage des dons.

Fin juin 2016

Des violences communautaires ont détruit une cinquantaine de cabanes et envoyé cinquante personnes à l'hôpital le jeudi 26 mai au soir à Calais. Ce n'est peut-être qu'un début.

Le campement de Chocques a été expulsé et détruit le 1^{er} juin. Les amis se sont réinstallés dans la forêt, à l'arrache, le 4. Ils ont été de nouveau expulsés le 7, de façon complètement illégale, par une douzaine de flics qui les ont menacés de les encabaner (vu qu'ils n'avaient pas de papiers) s'ils refusaient de partir.

À Calais les pressions policières sont très fortes sur la jungle.

Plus d'infos :

<https://passeursdhospitalites.wordpress.com/>

<http://www.psmigrants.org/site/> (rapports UNICEF, rapport CIMADE sur les CRA et LRA, et texte de K. Akoka sur l'arbitraire de la distinction réfugié/migrant)



**Quand les drapeaux sont déployés,
l'intelligence est dans la trompette**

DOUCE AMÉRIQUE DU NORD CONCURRENCE DOUCE FRANCE

**J'AIME PAS OBAMA.
J'AIME PAS QU'ON ME
VENDE UN MEC PLUS
ULTRA PARCE QU'IL EST
NOIR.**

**J'AIME PAS LA MAISON
BLANCHE OF VACHINGUE-
TON YOU ESSE HEIL !**

Le premier Président, Noir. C'est un programme ça? Laisser entendre qu'un mec est plus intègre, humaniste et loyal par sa couleur de peau est une forfaiture et du racisme. Ce qui pourrait être innovant, ce serait l'élection d'un.e citoyen.ne issu.e d'une ethnie indigène et, au lieu de jurer sur Dieu, enfin son best-seller, elle (il) allumerait un putain de calumet plein de chichon en exhalant un « allez-vous faire foutre bande de massacreurs dégénérés ». *US go out!* Obama? Le crime parfait! Une manipulation clinique du pouvoir dans le monde entier. Tout en se faisant passer pour une force œuvrant au bien universel, il impose sa vision de la paix et des libertés. Un cas brillant, même distrayant, d'hypnose et d'aliénation collective réussie par une gravure de mode. Un phagocytaire majuscule. L'humain est bizarre à vénérer celui qui peut détruire la planète en une seconde et à lui décerner la médaille de premier de la classe et ainsi lui filer un blanc-seing total.

Ce poux de bastringue décide de tout pour tous. Pour Cuba Grand Vizir? C'est bon, boycott levé, rouvrir au délice du capitalisme libéral. J'ai dit! On balance le pape catho, le pope ortho c'est pour faire un peu russe. Pour achever d'abrutir, on fourgue les débris du *rock and flouse* qui sonnent l'hallali. Les gamines et les gamins au pieu! Le trimard à dix-douze ans! Retour aux années noires (et au tourisme sexuel), celles d'avant la révolution, quand Cuba était le lupanar de l'Amérique. Cinq iou Ô Bama!

Le Simpthomme de paix soutient activement l'élection, aux Philippines, d'un satrape ubuesque. Un foutraque sanguinaire, Rodrigo Duterte, ce delirium paranoïaque vient de passer un accord avec les USA donnant accès aux bases militaires, qu'ils avaient quittées en 1990. Délire de

domination de la planète, le Pentagone envoie des navires, des avions et des forces spéciales pour menacer la Chine depuis cette région. Les États-Unis encerclent déjà la Chine. Des centaines de bases militaires s'étirent dans un arc partant de l'Australie jusqu'à l'Asie en passant par l'Afghanistan. Hosannabama appelle ça un pivot. La planète entière est en train de se surarmer. Pan sur la gueule pour tous. Demain! Conséquence directe de tout ça?

La Chine change sa politique d'armement nucléaire. Du statut de non-utilisa-



tion, boum, celui de haute alerte, badaboum. Elle lance des sous-marins dotés d'armes nucléaires partout où elle peut. L'escalade s'emballe. La planète gavée d'armes nucléaires comme jamais. Les armes, c'est fait pour servir! Elles vont servir! Tout à l'heure!

Tous les organes de propagande französiste s'y mettent (*Libération, L'Express, Le Point, Le Figaro*, etc.), après le premier président noir, super promo, la première présidente! M'ame Clinetonne. Or cette femme est une dangereuse idéologue totalitaire et va-t'en guerre, aussi forcenée que ses prédécesseurs. La campagne présidentielle de Ma' Clinton a reçu de l'argent de

tous, mais surtout de l'un des dix plus grands fabricants d'armes au monde. Aucun autre candidat n'a été jusque-là. Sanders? Système électoral éculé. Pendant que l'une parle de la nation, du pays, du drapeau, l'autre vibre pour le peuple, genre un peu négligé du costard, le tonton décoiffé sympa social qui, au dernier moment, appelle à voter pour l'Élu. C'est lacanien! Les électeurs, eux, votent docilement pour le même abattoir. Sinon même vision possessive du monde. Au-delà des États-Unis, que des terroristes. Il a soutenu le bombardement illégal de la Serbie par Bill Clinton. Il soutient le terrorisme par drone d'Obama (sous prétexte de lutter contre un terrorisme par eux-mêmes suscité). Les provocations envers la Russie et le retour des forces spéciales (escadrons de la mort) en Irak. Rien à dire sur les menaces lancinantes qui pèsent sur la Chine et le risque de plus en plus accru d'une guerre nucléaire. La mise en place en Ukraine, sous couvert de l'OTAN, de forces armées et d'ogives nucléaires pointées sur le centre de la Russie, tout ça? Silence. Il promet de soutenir m'ame Clinton si c'est elle la candidate du parti. Ma' Clinton qui a assuré mettre son mari aux commandes des postes les plus nerveux. Où voir ça ailleurs? L'élection de Trump ou de Clinton, c'est l'ancienne illusion d'un choix qui n'offre pas de choix. Les deux faces d'une même médaille! En désignant les minorités comme bouc émissaire et en promettant de rendre l'Amérique grande à nouveau. À quel prix? Trump est un nationaliste d'extrême droite; mais le danger d'une Clinton peut être encore plus mortel pour le monde. L'hystérie contre Trump dans les médias libéraux sert l'illusion d'un débat libre et ouvert et d'une démocratie dans ses œuvres. Les vues de Trump sur les immigrants et les musulmans sont grotesques, mais le responsable des déportations de personnes vulnérables en Amérique n'est pas Trump pour l'instant, et la séparation effrayante entre le Mexique et les USA, c'est sous Hellobama qu'elle est renforcée, de même que l'entreposage d'une population carcérale, majoritairement noire, incarcération massive aussi nombreuse que le goulag de Staline. C'est sous Alabama que l'escalade des assassinats par les flics des

populations minoritaires, surtout noire, a lieu. D'où vient cet amour bigot pour cet apôtre? J'aime pas l'Aurabama. Prix Nobel de la Paix? Alors que l'intrigant se prépare à quitter ses fonctions, l'adulation empire. Il est cool? L'un des présidents les plus violents. Lui qui a donné les pleins pouvoirs à l'appareil faiseur de guerres du Pentagone, le même qui avait été discrédité du temps de son prédécesseur. Il a poursuivi plus que n'importe quel président les lanceurs d'alerte. Il prononce des mises à mort arbitraires à travers le monde. Aujourd'hui, le belliqueux, dirige une campagne mondiale sans précédent de terrorisme et d'assassinats d'État. En 2009, ce sanguinaire a promis d'aider à débarrasser le monde des armes nucléaires et d'imposer au monde sa paix alors qu'aucun président américain n'a construit autant d'ogives nucléaires. Il a modernisé l'arsenal du jugement dernier, y compris une nouvelle mini-arme nucléaire dont la taille et la technologie (intelligente), arme nucléaire tactique plus sophistiquée permettant de menacer et de lancer des petites guerres nucléaires avec moins d'effets collatéraux? Plus grande radiation. Capacité de pénétrer, dans le sous-sol, des pulsations électromagnétiques. Certes faisant des millions de morts mais qui ne devraient pas engendrer de guerre nucléaire totale, selon le CSIS (Center for Strategic and International Studies, CSIS), machin d'experts spécialistes de l'OTAN à la solde des USA.

Le Gredin a relancé l'idée d'une Seconde Guerre froide. Le président russe est un méchant et tout le peuple russe avec, que l'on discrédite en permanence. En Ukraine, mise en place, sous couvert de l'OTAN, de forces armées avec l'aide de milices nazillonnes et d'ogives nucléaires pointées sur le centre de la Russie. Le CSIS suggère que les USA devraient utiliser des gouvernements alliés et fantoches comme zones d'opération pour une guerre atomique contrôlée. Les Chinois ne sont pas oubliés. Ni Clinton ni Sanders n'ont mentionné quoi que ce soit à ce sujet. Il n'y a aucun risque, aucun danger? Pour eux, le plus grand déploiement militaire sur les frontières russes depuis la Seconde Guerre mondiale n'a pas eu lieu. La Roumanie a été mise en ligne avec une base de défense antimissile de l'Otan qui met les missiles américains de première frappe en joue vers le cœur de la Russie, la deuxième puissance nucléaire mondiale. L'acharnement déployé par tous ces gouvernements, devenus des dépendances de Washington, pour pousser à l'extrême la Russie à provoquer l'étincelle d'une guerre nucléaire générali-

sée est suicidaire et aberrant. La crise des missiles de 1962 n'était rien à côté de ce qui se passe aujourd'hui aux frontières de la Russie, le monde était pourtant passé à un poil d'un conflit nucléaire. Mahatma-bama n'aime pas les armes sauf les siennes. C'est l'enfant d'Marie, depuis qu'il est au pouvoir, l'Amérique seule détient la vérité. Son aile droite ressemble aux impérialistes chrétiens du XIX^e siècle. Investis qu'ils sont d'une mission divine, convertir, coopter et conquérir. Aux États-Unis, ce sont les bellicistes politiquement corrects du *New York Times*, du *Washington Post* et des réseaux télévisés qui dominent la politique. Lors d'un débat sur CNN, le sujet était les infidélités de Trump; la conclusion fut que cet homme, du fait de celles-ci, ne pouvait être digne de confiance. Aucun enjeu n'a été soulevé. Rien sur les 80% d'Américains dont le revenu a chuté au niveau de celui des années 70, sous le seuil de pauvreté donc. Rien sur les dérives à la guerre. La sage consigne semble être de se boucher le nez en serrant le trouffignon et de voter Clinton. Tout le monde, mais pas Trump.



De cette façon, on stoppe le monstre si pratique, pour ainsi préserver un système en manque d'une nouvelle guerre. Fut un temps où l'impérialisme américain était mauvais, aujourd'hui parce

qu'un Noir, cool, est vendu aux télés complices étrangères, le même impérialisme devient l'exemple. Avec son John Carie à tronche de croque-mort de BD, partout où il se rend, c'est la merde, il pointe sa triste trombine pour donner des leçons de maintien. Ces jours-ci il est passé pour s'occuper de politique intérieure européenne autour du machin Grand-Breton. Certes l'Europe est une filiale des USA, mais laisser croire à ces majordomes européens que c'est eux qui tiennent la maison propre en l'absence du maître, c'est pas bien. Ça n'inquiète pas ce totalitarisme? On entend dire, c'est pas lui c'est le Sénat: à quoi sert-il alors?

J'aime pas les guerres pour la paix!

J'aime pas toutes les guerres, les armes et les militaires, c'est pourquoi j'aime pas Obama.

GABAR

PS: Notons que la France est le 2^e pays au monde le plus vendeur d'armes après les USA...



uits dortoir bruits mouvements agitation déboucher... des cou-
 rir lavabo eau froide pissotières odeur vite couche bruit... vite bol café
 pain courir café ouf! grande porte grande salle grand bruit bruit froid suintements froid
 gants froid protection maille coupé défilé devant défilé froid coupé suintement tapis défilé
 regard devant froid coupé découpé couteau scie couteau froid scie froid défilé carcasse scie
 froid couteau sang bras bras sang levé tiré épaule carcasse envie carcasse envie pisser scie
 coupé levé carcasse bruit coupé froid levé pisser couche chier merde chier couche levé car-
 casse froid bruit coupé levé chier merde couche levé carcasse froid bruit jusqu'au bout sang
 couteau colle au cul scie gants froid jusqu'au bout froid tapis bruit défilé coupé bruit colle
 suintement poulet froid couteau scie couteau froid scie froid défilé protection maille coup

Se syndiquer pour pouvoir chier

Les employés du secteur volailler aux États-Unis travaillent dans un tel climat de peur qu'ils n'osent pas demander de pauses pour aller aux toilettes et portent des couches au travail. « La grande majorité » des 250 000 ouvriers du secteur avicole américain dit ne pas bénéficier de pauses toilettes « adéquates ». Ils urinent et défèquent debout face à la ligne d'assemblage, portent des couches au travail, réduisent leurs prises de liquides et fluides à des niveaux dangereux.*

Oxfam cite une enquête menée auprès de 266 ouvriers en Alabama (Sud) par l'association anti-discriminations Soutern Powerty Law Center, selon laquelle « presque 80% des ouvriers disent ne pas avoir le droit d'aller aux toilettes quand ils en ont besoin », ainsi qu'une autre dans le Minnesota (Nord) où « 86% des ouvriers disent avoir moins de deux pauses-pipi par semaine ». Les rares employés du secteur qui disent pouvoir se soulager quand ils travaillent dans des usines sont syndiqués. Or, les deux tiers ne le sont pas.

Les ouvriers, régulièrement, voient leurs demandes de pauses-pipi ignorées par leurs supérieurs qui leur répondent avec des moqueries ou menaces de sanctions, voire de renvoi.

Ils doivent alors patienter pendant plus d'une heure ou « se précipiter » pendant des pauses de dix minutes. Un délai difficile à tenir lorsqu'il faut traverser de vastes plateaux d'usines où les sols peuvent être glissants, couverts de sang ou résidus d'animaux, et sachant qu'il leur faut enlever puis remettre des vêtements de protection.

Les chefs de ligne refusent aux ouvriers ces pauses « parce qu'ils sont sous pression pour maintenir la vitesse de production ». « Le secteur volailler affiche aujourd'hui des bénéfices records » tandis que « les ouvriers gagnent de faibles salaires, souffrent de taux élevés de blessures et maladies, évoluent dans des conditions difficiles » et « un climat de peur ».

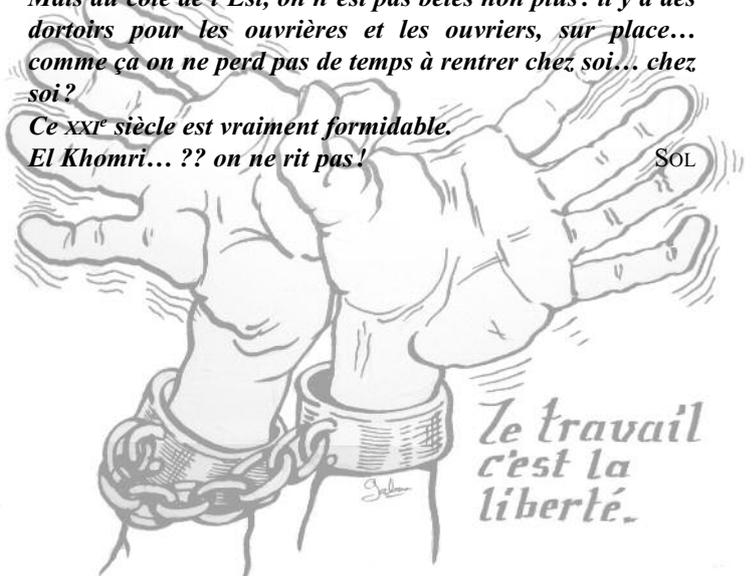
Ça, c'est la plus grande démocratie du monde... Mais du côté de l'Est, on n'est pas bêtes non plus : il y a des dortoirs pour les ouvrières et les ouvriers, sur place... comme ça on ne perd pas de temps à rentrer chez soi... chez soi?

Ce XXI^e siècle est vraiment formidable. El Khomri... ?? on ne rit pas!

* Étude de l'ONG britannique Oxfam.

*Quand le vieux monde se meurt
 et que le nouveau monde tarde à apparaître,
 il y a un clair-obscur
 d'où surgissent les monstres.*

A. Gramsci



« Personne n'est innocent »

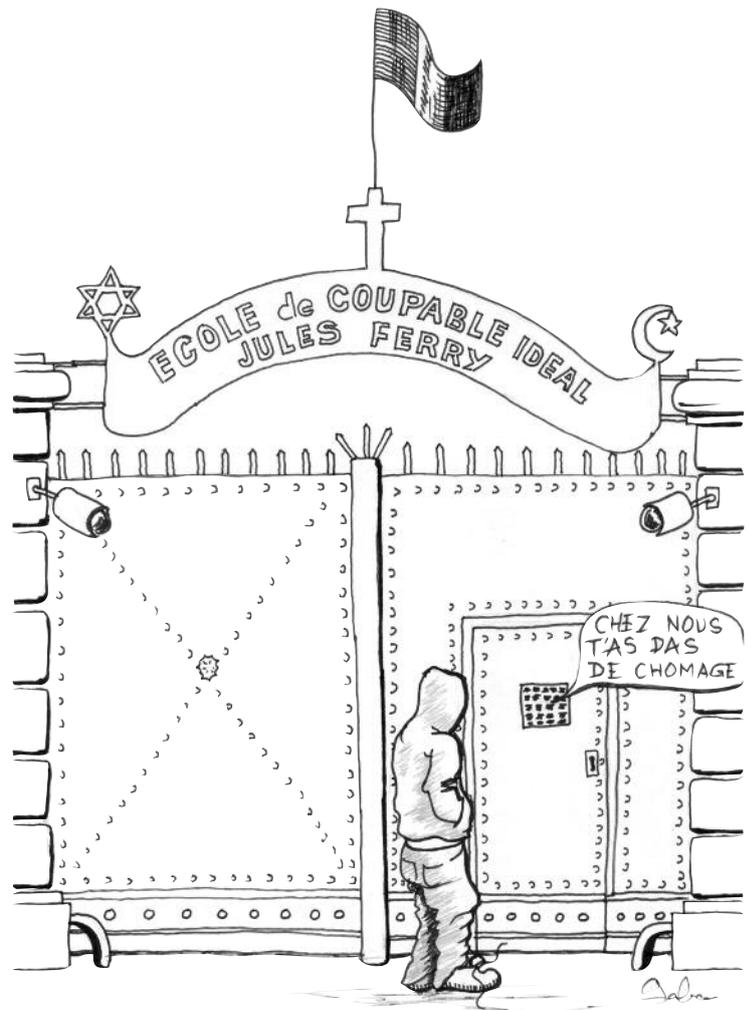
EN OCTOBRE 1968, Lille inaugure son nouveau Palais de justice. L'ancienne salle d'audience est exposée aux badauds dans les locaux de la Foire internationale. Pierre Cazeneuve (rien à voir avec l'actuel ministre de l'Intérieur) écrit, sur proposition d'une équipe de comédiens, une dramatique radio qui sera jouée et enregistrée en public dans les meubles du défunt palais. Conseillés par deux juges, un greffier, un avocat, l'auteur et les comédiens montent donc rapidement cette fiction (docu-fiction, dirait-on aujourd'hui) : le procès de deux frangins, mineurs, progéniture de Français moyens, petits délinquants à la dérive. Son titre : *Personne n'est innocent*.

C'est qu'il se trouve à cette époque quelques îlots de magistrature où l'on est assez conscient du fait que la responsabilité de la délinquance est partagée par la société tout entière. On ne saurait mettre exclusivement sur le râble de deux jeunes écervelés à la fois le passage à l'acte et ce qui les y a menés. Car ce qui les y a menés pèse lourd dans la balance. Le jury, tiré au sort dans le public, ne s'y trompera pas. Famille, enseignants, voisins, éducateurs, psychologues, experts de toutes incompétences, tous plus ou moins empêtrés dans la compassion, l'étonnement, l'incompréhension, l'explication savante, la plainte, la statistique, chacun à sa manière performant dans la défausse, voilà autant de témoins dont la morgue ou l'insignifiance reconstitue une fatalité dont on ne veut plus. Bien sûr que ces deux adolescents sont des sujets, et à ce titre responsables de leurs actes, mais ils sont aussi les objets, les produits d'une injustice sociale mêlée de soif consumériste et de misère intellectuelle : un mélange explosif. Tout le monde n'en explose pas, mais il suffit d'un rien parfois pour allumer la mèche. Verdict : rappel à la loi, pour les gamins comme pour leur famille... sous les applaudissements nourris d'un public majoritairement familial ! Il faut, pour être honnête, rappeler ce détail : les deux accusés n'étaient ni arabes ni musulmans. Le verdict en eût-il été différent ? C'est possible mais ce n'est pas certain. Le prurit identitaire n'était pas encore d'actualité.

L'intérêt de ce verdict, c'est qu'il est

politique. Ce procès de fiction rappelait que tout procès ne peut être juste s'il n'est pas simultanément l'occasion pour la société de s'interroger sur ce qu'elle produit et sur le fait que ce qu'elle produit, elle s'en plaint.

Autre temps, autre culture. Nous n'en sommes plus là. Ces questions sont devenues gênantes. Cependant, la réalité ne se prive pas de nous les resservir. Le carnage de Nice ne pourrait être le fruit d'une prétendue radicalisation rapide, sans le socle de misères intellectuelle, sexuelle, sociale ou affective qui la précèdent. Toutes choses dont notre société développée est en quelque sorte la mère maquerelle. Dans la furie bienveillante de cette société à nous faire prendre nos vessies pour des lanternes, à nous faire nommer prise de tête, tout désir de penser raisonnablement par soi-même, à considérer toute alternative de vie ou d'opinion comme une surdité aux normes bienfaitrices, la politique n'est plus que l'art de faire entrer dans le cadre ce qui ne s'y tient pas. Plus on chante l'ouverture, plus on verrouille les frontières. Et, bien sûr, les frontières médiatiques qui enclosent le débat dans les seules formes admises. Disons-le tout net : dehors, c'est l'ennemi dès lors qu'il ne s'agit pas de capitaux. Il faut impérativement que l'assassin de Nice soit un islamiste radical, un étranger à nos valeurs, un qui a toujours feint de vivre comme nous. Tout servira à le prouver, le moindre indice, la plus minuscule argutie, car après avoir affirmé que notre démocratie est exemplaire, qu'elle est attaquée pour cela, pas question qu'elle soit jugée complice de cette terreur qui, par ailleurs, ne lui est pas inutile.



Il y a pourtant à s'interroger lorsque l'attentat devient le moyen le plus efficace du lien social, même fugacement. Voici donc la violence et le bouc émissaire réinstallés en lieu et place de la culture qui jadis tentait ce lien. La culture n'est plus officiellement convoquée que comme sédatif ou consolation, non comme nourriture. Et le crocodile pleure de voir le fleuve ensanglanté... Faut-il encore craindre l'avènement du populisme ? Mais non, voyons ! Il règne déjà. Chacun s'en arrache le bénéfice en le déniait. On crie au loup mais on l'appelle. La peur est un frisson addictif. C'est, avec l'arrogance, la dernière vitamine d'une démocratie moribonde. À se vouloir l'irréprochable infirmière du bordel universel, elle s'interdit de comprendre ce qu'elle prétend soigner, génère ce qu'elle craint le plus et clame sa santé morale au moment où elle crève de son état d'urgence.

En octobre 1968, j'ai bientôt 22 ans, j'ai vécu des combats joyeux et ce qu'est devenu le monde m'était alors inimaginable...

DANIEL FATOUS

L'Âge atomique



PETIT GARÇON DEVIENDRA GRAND

• 6 août 1945, Hiroshima, 8 h 16

Little Boy, bombe atomique à l'uranium : 75 000 morts instantanés, 250 000 au total.

– « Une révolution scientifique : les Américains lancent leur première bombe atomique sur le Japon », *Le Monde*.

– « La nouvelle découverte peut bouleverser le monde. Charbon, essence, électricité ne seront bientôt plus que des souvenirs », *Libération*.

– « L'Amérique vient de révéler au monde une découverte scientifique qui est bien la plus sensationnelle du siècle. Après cela, qui osera prétendre qu'il y a des limites à la connaissance scientifique », *L'Humanité*.

– « Cette découverte se met d'abord au service de la plus formidable rage de destruction dont l'homme ait fait preuve depuis des siècles. Dans un monde indifférent à la justice et au simple bonheur des hommes, la science se consacre au meurtre organisé. **Les peuples doivent choisir définitivement entre l'enfer et la raison** », Albert Camus, *Combat*.

• 9 août 1945, Nagasaki, 11 h 02

Fat Man, bombe atomique au plutonium : 70 000 morts instantanés, 150 000 au total.

– « L'emploi de l'énergie atomique et de la bombe atomique a son origine dans les découvertes et les travaux effectués au Collège de France par MM. Joliot-Curie, Alban et Kowarski en 1939 et 1940 », texte envoyé à l'AFP par Frédéric Joliot-Curie, membre du PCF depuis 1942, bientôt nommé à la tête du CEA créé par De Gaulle le 18 octobre 1945.

– « L'emploi de la bombe atomique ouvre des horizons illimités », *France-Soir*.

Ce même journal se réjouira quelques années plus tard :

« **L'espèce humaine a réussi à passer à un âge nouveau : l'âge atomique.** »

LES PREMIERS PAS DU PETIT GARÇON

En octobre 1941, le président Roosevelt lance le Manhattan Project (MP), mené par les États-Unis, le Royaume-Uni et le Canada. Des moyens énormes – plus de 2 000 milliards de dollars et 130 000 personnes – sont mis à la disposition du responsable du projet, le général Leslie Groves. Parmi les sites principaux, Hanford, où est produit le plutonium et Los Alamos, où est conçue la bombe, sous la direction scientifique de Robert Oppenheimer, le « père de la bombe atomique », qui servit de modèle au *Docteur Folamour* de Stanley Kubrick.

La décision du crime de guerre prémédité contre le Japon est prise le 11 mai 1945. Le 16 juillet à 5 h 30, la bombe à uranium **Gadget** explose dans le Nouveau-Mexique : un champignon vénéneux se déploie jusqu'à 12 kilomètres d'altitude. Ce « succès » décide de la mise à mort de centaines de milliers d'humains. C'est l'« émerveillement » qui saisit les

témoins : « Le paysage fut illuminé par une lumière écrasante. Elle était dorée, mauve, violette, grise et bleue. Elle éclaira chaque pic, crevasse et crête de la chaîne de montagnes avec une beauté qui ne peut être décrite » ; « Un puissant cri remplit l'air. Le petit groupe commença à danser, le rythme de l'homme primitif dansant à l'une de ses fêtes du feu à l'arrivée du printemps » ; « Tous les présents, chrétiens, juifs, athées, priaient

pour le succès », général Groves. Oppenheimer citera un texte hindou : « Si dans le ciel se levait tout à coup la Lumière des mille soleils, elle serait comparable à la splendeur de ce Dieu magnanime. »

Un message codé est envoyé au Président Truman :

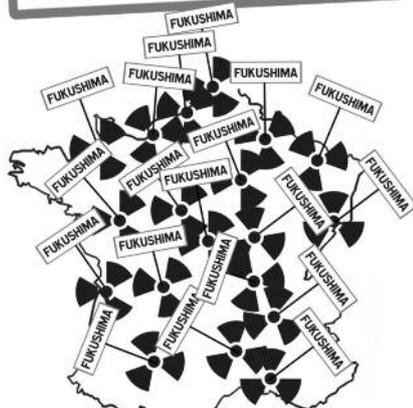
« Docteur Groves vient de revenir enthousiaste et confiant que le Petit Garçon est aussi costaud que son grand frère. »

Le nom de ce premier essai atomique, choisi par Oppenheimer, est un résumé du dogme central de la foi chrétienne : Trinity. Les populations sont ainsi invitées à communier avec la nouvelle Sainte-Trinité, l'Atome (le Père), l'Énergie atomique (le Fils), la radioactivité (le Saint-Esprit).

MYSTICISME, SCIENTISME ET CAPITALISME COMMUNIENT AVEC L'ATOME

Le 8 décembre 1953, le président Eisenhower déclare devant l'ONU : « L'objectif de mon pays est d'aider à sortir de la chambre des horreurs pour aller vers la lumière, pour trouver une manière de faire évoluer les espoirs des hommes et les âmes des hommes d'où qu'ils soient, vers la paix, le bonheur et le bien-être. » Ce texte, *Atoms for peace*, prévoit énergie quasi gratuite, accident impossible, déchets radioactifs facilement gérés. Pendant ses huit ans de présidence, ce bienfaiteur de l'humanité fera passer l'arsenal américain de 841 têtes nucléaires à 18 638 : « Toute attaque contre un pays de l'OTAN sera suivie de représailles atomiques massives, sans préavis ni retenue. » Pour célébrer le cinquantenaire de ce célèbre discours, un texte est lu devant le Congrès mondial des industriels de l'énergie atomique : « Nous devons utiliser le principe de la bombe atomique, aller de l'avant dans la recherche de l'énergie atomique pour qu'elle contribue au progrès de la civilisation. Si un monde nouveau et fort peut être construit, les âmes de tant de victimes reposeront en paix. » Il avait été écrit en octobre 1945 par un professeur de radiologie, le catholique mystique japonais Nagai Takeshi. Ses pieuses pensées de 1949 – « La bombe est un effet de la Divine Provi-

VOUS AUSSI, VOUS HABITEZ PRÈS DE FUKUSHIMA



dence et les pertes humaines, des sacrifices offerts à Dieu afin de laver les péchés de l'humanité» – lui vaudront en 2005 une demande de béatification par l'archevêque de Nagasaki !

Joliot-Curie annonce un avenir irradié à l'Académie de médecine : « *L'inquiétude répandue sur le monde par les bombes d'Hiroshima et de Nagasaki ne peut que créer une émulation dont le bien de l'humanité tirera un large profit. Que le monde fasse confiance aux physiciens, l'ère atomique commence seulement* » et évoque l'usage de bombes atomiques pour faire fondre la banquise, adoucir le climat, faire pleuvoir...

Henri Wallace, ministre américain du Commerce, rappelle la contrainte biblique du travail « *jusqu'au moment où l'énergie atomique aura libéré l'humanité de la malédiction placée sur Adam et Ève* ».

D'énormes investissements publics sont réalisés, aux États-Unis, en URSS, en France et au Japon, pour construire armes atomiques et réacteurs atomiques. Mais la santé des populations est bien protégée : en avril 1948 est créée l'OMS, avec à sa tête Brock Chilsom. Ce général avait fait une carrière fulgurante en tant que psychiatre dans les services médicaux de l'armée canadienne, facilitée par ses opinions : « *Soyons préparés pour une prochaine guerre avec des fusées et des bombes atomiques, un réseau permanent de bases de lancement de fusées atomiques couvrant le monde entier et un programme intensif de recherches pour découvrir des méthodes pour tuer toujours plus efficaces* ». Il inaugure ainsi l'alliance des institutions nucléaires et médicales, particulièrement avec un « lobby psy » qu'il revendiquait ainsi : « *La psychiatrie doit tout de suite décider de ce que sera l'espèce humaine* ».

Depuis lors, l'OMS se gardera de toute intervention susceptible de ralentir le développement de l'énergie atomique.

DE QUELQUES « ACCIDENTS IMPOSSIBLES »

– Niveau 6 : 29 septembre 1957, complexe secret de Majak (URSS, Oural) : incendie d'une cuve de stockage de déchets nucléaires liquides ; population non informée, événement occulté par l'URSS et les États-Unis ; 500 000 personnes affectées à ce jour.

– Niveau 5 : 10 octobre 1957, Windscale (Grande-Bretagne) : incendie d'un réacteur ; population non informée, documents secrets pendant trente ans ; étude de l'exposition des populations à de faibles doses considérée comme « non-légitime » par la Commission internationale de protection radiologique (CIPR).

– Niveau 5 : 28 mars 1979, Three Mile Island (États-Unis, Pennsylvanie) : fusion partielle du cœur d'un réacteur ; l'industrie nucléaire affirme : « *Cet accident n'a provoqué ni décès, ni blessures, ni effets néfastes* » ; voir le film *Le Syndrome chinois*.

– Niveau 7 (maximum) : 26 avril 1986, Tchernobyl (URSS, Ukraine) : fusion du



cœur d'un réacteur ; bilan officiel 49 décès (« Chernobyl Forum Report », 2003) : « *Le stress radiophobique est la cause de multiples pathologies et représente de loin la séquelle la plus lourde* » ; projet ETHOS (1996-2001) pour « aider » les populations contaminées, présence de psychologues et de psychiatres : « *On a fait du bon boulot, mais les enfants sont de plus en plus malades* » ; aujourd'hui 85 % des enfants ont des troubles de santé, malgré les certitudes en 1986 du « pape » de la radioprotection mondiale, le Dr Henri Jammet : « *Les retombées n'entraîneront aucune conséquence clinique et ne requièrent aucune mesure particulière* ».

– Niveau 7 : 11 mars 2011, Fukushima (Japon) : fusion du cœur de 2 réacteurs, partielle d'un 3^e ; optimisme des « experts » : « *La distribution de comprimés d'iode est inutile. La radiation n'a pas d'effet sur les personnes souriantes* ».

et les résultats d'études menées sur les animaux soutiennent cette théorie», 21 mars 2011, Yamashita Shunichi, médecin catholique, conseiller pour la gestion du risque radiologique à Fukushima ; « *On ne devrait s'attendre à aucune augmentation de maladies thyroïdiennes. Un accroissement de la morbidité est peu probable* », octobre 2011, Michaël Balonov, radiobiologiste qui était intervenu en 1986 dans la région de Tchernobyl accompagné d'une femme enceinte pour « prouver » l'absence de risque.

– Pour le prochain désastre, considéré comme probable, l'État français a tout

prévu pour éviter tout « désordre » : l'armée « gèrera » les populations fuyant les zones contaminées, et l'état d'urgence s'appliquera, permettant de « neutraliser » les anti-nucléaires irresponsables (inscrits au fichier S avec des milliers d'autres personnes susceptibles d'être un « danger pour la sûreté de l'État »).

« *Je crois que la race humaine va se naufrager elle-même, il est fondamental que nous ayons le contrôle de cette force horrible et que nous essayions de l'éliminer* », Amiral G. Rickover, ex-ingénieur en chef de la première centrale nucléaire américaine.

ÉLAN NOIR

• Un livre : *La Comédie atomique, l'histoire occultée des dangers des radiations*, Yves Lenoir, éd. La Découverte, 2016.

• Deux émissions des 9 mai et 30 mai 2016 : <http://trousnoirs-radio-libertaire.org/>

« Il faut cracher dans la soupe »

Notes sur la lutte des classes au début du XXI^e siècle

Il faut se défendre de deux sortes de folies également redoutables : l'idée que l'on peut tout faire, et l'idée que l'on ne peut rien faire (ANDRÉ BRINK, écrivain et résistant sud-africain)

APRÈS ENVIRON TROIS MOIS d'opposition persistante au projet de loi travail, il n'est pas inutile de se demander où nous en sommes, et où nous pourrions aller.

Depuis au moins vingt ans, ce genre de réformes se succèdent en France et ailleurs avec des cibles différentes, mais allant toutes dans la même direction. Et depuis vingt ans, des mouvements sociaux tentent de s'y opposer avec parfois des victoires de circonstance, mais sans jamais parvenir à ralentir le mouvement général de régression, sans jamais réussir à constituer un rapport de force durable contre l'oligarchie économique-étatique au pouvoir.

Le scénario est chaque fois différent, mais il contient malheureusement des constantes qui nous mènent vers les mêmes défaites.

Du nouveau

Ces derniers mois ont vu apparaître des choses nouvelles et heureuses. Avant tout bien sûr, avec «Nuit debout», la pratique régulière des occupations de places, avec les assemblées générales à des centaines ou des milliers, les discussions permanentes plus ou moins formelles, les tentatives de «convergences des luttes» par la base, les multiples formes d'interventions directes (blocages, manifs spontanées, etc.). Après les États-Unis, la Grèce, l'Espagne, des gens, en nombre important (bien que très minoritaires dans la passivité générale) redécouvrent les vertus oubliées de la rencontre en chair et en os, dans la rue, de parler sérieusement à des inconnus ; une ébauche de la seule démocratie authentique, d'une vraie vie politique ; et déjà le plaisir d'échapper un peu à l'isolement et à l'insignifiance générale.

L'atmosphère des grandes manifs syndicales semble aussi souvent plus intéressante qu'à l'ordinaire ; à l'avant des sons assourdissants et des banderoles et chars routiniers qui forment comme toujours l'essentiel des cortèges, on voit maintenant des milliers de personnes, de tous âges,

avec ou non des badges syndicaux, mais qui préfèrent visiblement être là, dans l'atmosphère d'une foule «inorganisée» – c'est-à-dire non enrégimentée – plutôt que sous la houlette syndicale.

L'avant, c'est aussi là que se situent les petites bandes les plus agitées et offensives (avec pas mal de graffitis plus ou moins inspirés et un peu de casse, essentiellement symbolique – beaucoup de panneaux publicitaires, etc.).

Il n'est pas vrai que nous serions «tous des casseurs» comme le proclament certains tracts, et comme, paraît-il, l'ont crié certaines foules pour contrer les tentatives policières d'isoler les plus énervés. Et il n'est pas vrai non plus que la majorité de ces «cortèges inorganisés» approuvent nécessairement ces casses ou les trouvent très utiles.

Et ils ont raison : ces petites violences en marge des manifs sont essentiellement de la «radicalité de substitution» : ce sont des actions symboliques (et tout à fait négligeables en face de la violence permanente de notre organisation sociale, comme de son monstrueux gâchis : 1 milliard d'euros pour organiser l'Euro de football)...

Comme on ne voit pas comment être effectivement offensif et radical, comment réaliser une rupture qui porte sur le fond de la lutte, qui ait un poids et des conséquences, bref comment avancer dans le conflit, alors certains se rabattent sur la radicalité formelle, sur une rupture dans l'apparence (ce qui ne veut pas dire bien sûr que cela ne demande pas du courage et que ce n'est pas assez dangereux).

En tout cas à chaque manif des milliers de gens ordinaires, pas particulièrement militants de ci ou de ça, préfèrent visiblement, à l'assommoir syndical, la proximité des «casseurs» et l'atmosphère suffocante des gaz lacrymos. Il est étonnant de voir ces gens de toutes sortes qui ont appris au bout de quelque temps à s'équiper de masque, lunettes, sérum physiologique, etc., pour pouvoir se protéger un peu des dernières armes de la police.

Relevons au passage – même les médias l'on dit – que la violence policière comme l'arbitraire juridique ont encore franchi un nouveau seuil face à ce mouvement.



Il est vraisemblable que toutes ces relatives nouveautés ont partie liée avec l'opposition à l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, avec le soutien important que la ZAD a rencontré dans tout le pays, avec un début d'essaimage de ses pratiques d'occupation et de confrontation, de démocratie directe et d'alliance, de lien fécond entre expérimentation dans la vie quotidienne et lutte politique. Des leçons ont peut-être été tirées de l'expérience des dernières années par une partie de la population, et plus seulement par la police.

Voilà ce qu'il y a de nouveau. Mais maintenant, qu'y a-t-il dans ce mouvement qui n'est pas nouveau, que nous héritons des défaites des vingt dernières années, et qui risque de préparer notre prochaine défaite ?

Un mouvement qui reste défensif est condamné à la défaite

Il ne fait aucun doute que la loi El Khomri va « dans le sens de l'histoire ». Et pour cause : aujourd'hui et jusqu'à nouvel ordre, l'histoire, c'est l'oligarchie qui la fait, ce sont les bureaucraties interchangeables à la tête de l'État et des grandes entreprises.

C'est bien parce que ce mouvement de liquidation générale semble irrésistible que personne n'ose lui opposer un projet positif, que la lutte se cantonne à une défense provisoire du *statu quo*, bref s'avoue vaincue d'avance (si la loi était abandonnée – ce qui serait bien sûr une victoire importante, un encouragement pour continuer –, ils commenceraient le lendemain à nous préparer une loi de substitution).

On a pu entendre qu'il fallait combattre « la loi El Khomri et son monde ». Mais pour que cela soit autre chose qu'un slogan de plus, encore faut-il dire exactement quel est le monde dont il s'agit – et aussi bien donc quel monde on veut.

Dénoncer le capitalisme n'est pas en soi beaucoup plus précis, ni suffisant. Quant à critiquer l'État, il faut bien noter qu'une fois de plus pas grand monde ne le fait.

Ce mouvement expérimente des formes d'action offensives – et parmi elles les assemblées et la discussion libre –, mais ce qui est aussi important, et qui lui manque presque absolument, comme à ses prédécesseurs, c'est un contenu offensif.

Là où nous en sommes, dans l'état où se trouve notre société globale, notre civilisation mondialisée; avec ses catastrophes multiples (pas seulement climatique ou écologique), avec la menace d'une paupérisation violente des classes moyennes européennes.

Avec, par-dessus tout cela, les classes dirigeantes dont le seul programme est

« mettons-nous-en au maximum plein les poches, gavons-nous le plus possible sur le dos de la bête avant qu'elle ne crève; et après nous le déluge ».

Avec, par-dessous, une masse de la population parfaitement passive (il reste à peu près 5% de travailleurs syndiqués en France !), et qui se sent complice, qui veut conserver ce qu'elle estime être les avantages du système actuel : consommation, restes provisoires de sécurité devant le chaos qui monte.

Tout le monde sait bien que les opposants ne sont pas les « 99% contre les 1% d'exploiteurs », comme le proclamaient leurs devanciers d'« Occupy Wall Street ».

Dans un tel contexte, il est difficile d'aller au fond des problèmes et de la critique : de dire tout le mal qu'il y a à penser du monde dans lequel nous vivons; d'entrer dans les détails, les interdépendances de chaque problème avec tous les autres. Mais il faut le faire.

Par où commencer, et comment intervenir dans le cours de ce mouvement pour dire ce qui fait mal, pour faire progresser en son sein un contenu offensif ?

Comment faire entendre les idées qui font peur aux gouvernements – et qui, pour l'instant, font aussi peur aux opposants et à l'ensemble de la population ?

Nous proposons une méthode, assez simple, au moins dans son principe :

Il faut cracher dans la soupe

Au point de départ de ce mouvement, il y a la loi travail. Eh bien, parlons-en du travail !

Pas seulement de son prix et des conditions dans lesquelles les travailleurs vont « vendre leur force de travail » (on sait bien que c'est la seule chose dont acceptent de se préoccuper les syndicats).

Non, ce dont il s'agit de parler aujourd'hui – le tabou qu'il faut faire sauter – c'est du contenu du travail.

Que nous force-t-on à produire quand nous travaillons ? À quoi sommes-nous contraints de participer, que faisons-nous au monde (à la nature et à la société) quand nous travaillons ?

Mais aussi : qu'est-ce que le travail nous fait ? Comment il nous abîme, comment il nous détruit à petit feu ? On sait bien à ce propos que plus le travail est précarisé, plus ce qu'impose le management aux travailleurs est violent et destructeur.

Ce mouvement s'est notamment caractérisé par des grèves dans les centrales atomiques et les usines de fabrication de sous-marins nucléaires.

Ce sont là les secteurs les plus nuisibles et dangereux de la société actuelle – et au premier chef pour les travailleurs eux-mêmes, premières victimes de la pollution radioactive ordinaire.

Mais si l'on y réfléchit cinq minutes, ce sont tous les secteurs de la production et du travail qui sont aujourd'hui, soit absurdes et inutiles (combien de personnes désormais ne sont même plus capables d'expliquer ce qu'elles font au travail !), soit franchement nuisibles.

Les raffineries par exemple n'entretenaient-elles pas quelques rapports avec le « réchauffement climatique » qui fait verser à nos dirigeants des larmes de crocodiles (pour eux chaque nouvelle catastrophe est une nouvelle occasion de profit – « la croissance verte » – et un nouveau moyen de coercition – « l'urgence écologique »).

Évidemment cela n'aurait pas du tout la même signification ni les mêmes conséquences sociales si c'étaient des travailleurs en grève, dans les usines concernées, qui dénonçaient la folie nucléaire, ou le bouleversement du climat produit par l'industrie, ou tant d'autres choses, plutôt que des « militants écologistes », parfaitement désarmés devant ces problèmes.

Nous parlons de ces usines-là, mais bien sûr ce sont tous les lieux de travail qui doivent être critiqués pour ce qu'ils sont ou ce qu'ils deviennent, pour ce qu'ils font et ce qu'ils nous font.

On a vu enfin des enseignants en grève : mais que fait aujourd'hui l'Éducation nationale aux enfants, à quoi les prépare-t-elle ? (ce n'est pas qu'une question de budget).

Et que font, que deviennent, ceux qui travaillent dans le secteur social ou la santé ?

N'y aurait-il pas beaucoup de choses à dire sur ce que deviennent tous ces secteurs du travail, sur la manière dont ils se transforment pour correspondre toujours davantage à une société de plus en plus mortifère et en guerre contre sa propre population ?

N'y aurait-il pas, par exemple, beaucoup à dire sur l'enseignement de l'Ignorance Assistée par Ordinateur, sur le flicage des pauvres, ou la médecine industrielle ?

Et les travailleurs de la SNCF ou de la RATP n'auraient-ils pas des choses intéressantes à dire sur la « déportation quotidienne des travailleurs vers leur lieu d'exploitation », ou déjà sur l'ignominie que constitue l'existence des contrôleurs ?

Il est sans doute difficile d'imaginer que des travailleurs d'EDF, etc. (ne fût-ce que

quelques-uns) en viennent à dire publiquement des choses désagréables sur, par exemple, l'état actuel de la sûreté des centrales nucléaires, ou la gestion des doses pour les travailleurs.

Certainement, commencer de saboter le mensonge et le silence général sur de telles choses est difficile et dangereux : au moins autant que de balancer une canette vide sur un flic.

Les appareils syndicaux redeviendront instantanément des ennemis :

« On ne touche pas, même en parole, à l'outil de travail ! On ne crache pas dans la soupe ! À ce niveau-là, on est du même côté que le patron. »

Il faut bien sûr de l'argent pour subvenir à ses besoins et à ceux de ses proches, et dans la situation actuelle, chacun se sent plus ou moins à la merci de son employeur. Tous les lieux de travail sont soumis à une menace plus ou moins explicite : si ça ne va pas, on fait fermer la boîte, on fait faire le boulot par d'autres, ou par des machines, ailleurs, moins cher.



Difficile dans ce contexte de passer à l'offensive, de casser le consensus, et de dénoncer les saloperies que l'on est contraint de faire et de subir au boulot.

Pourtant si de telles pratiques, offensives dans leur contenu, se développaient – comme c'est arrivé pour les assemblées et blocages ces derniers temps –, il y a gros à parier que cela aurait un impact considérable. En voilà du rapport de force ! Avec sa hiérarchie immédiate au travail, comme

avec les gouvernants aux affaires.

Nous avons oublié que les paroles justes, dites au bon moment, appuyées par les actes adéquats, peuvent avoir un poids considérable. Nous ne croyons plus aux idées. Et nous avons tort.

Aussi difficile que cela soit, c'est la seule possibilité de sortir du cycle actuel : réforme – lutte défensive – défaite ; pour ouvrir enfin de nouvelles perspectives de conflits, de nouvelles perspectives sociales, pour avancer vers une issue hors de cette société condamnée.

QUELQUES AMIS DE LA SOCIALE,
juin 2016

(Les photos sont de Roselyne)

Grand moment de la vie culturelle aubussonnaise

Le dimanche 10 juillet notre petit cochon présidentiel est venu inaugurer la Cité internationale de la tapisserie à Aubusson. Une ville (3 800 habitants) en état de siège. Dès vendredi soir, des kilomètres de barrières pour contenir la foule en délire et au final sur 2000 invités seul un petit millier a répondu à l'appel ! Nous avons reçu un courrier relatant, de l'intérieur, les festivités. En voici quelques extraits.

[...] L'arrivée en voiture est impressionnante, des cars de CRS sont basés aux entrées de la ville : j'ai compté 5 entrées, devant la clinique de la Croix-Blanche il y a huit ou neuf cars...

On fait la queue à chaque *check point*, on montre son invitation, les Gendarmes ont des listes de noms et, selon qu'on y figure ou non, on nous envoie vers un parking ou un autre... On refait la queue à l'entrée de la Cité. [...]

Vers 10h45 on nous annonça que le Président était arrivé et quelque cinq minutes plus tard qu'il visitait la cité. [...] Vers 11 h 45, on nous annonça que le Président allait venir nous causer sous le chapiteau... Beaucoup guettèrent pour prendre la photo du Président marchant d'un pas décidé vers l'avenir d'Aubusson... mais nous étions placés derrière les grilles ; on se faisait l'impression d'être dans un camp à attendre le sauveur. Et avec Hollande, on savait qu'on avait la chance de notre vie ! Vers midi, il était là et tout le monde applaudit.

Ce fut le tour du maire d'Aubusson, président de la Communauté de communes Creuse-Grand Sud de parler. Je n'ai pas retenu le détail, mais j'ai compris qu'il était fier que le projet soit allé au bout et que le Président soit là, et que la journée serait parfaite si les Français gagnaient le match de ce soir. J'ai trouvé le parallèle osé...

Puis ce fut le tour du président fondateur, M. Lozach, qui parle très vite, ce qui ne l'empêche pas d'avoir des idées compliquées comme celle-ci à propos du bâtiment de la Cité : « L'esquisse ressemble bien à la réalisation, ou l'inverse... » !

Ensuite M^{me} Simonet, qui doit être quelque chose comme Présidente du conseil départemental, a salué tout le monde en début de discours en commençant par le Président et en terminant par « et vous tous mesdames et messieurs en vos grades et qualités » : surprenant...

Enfin, puisqu'il semblait que nous ayons été là pour ça, François Hollande prit la parole et s'est fait aussi philosophe en nous révélant que pour lui « la culture est l'opportunité du développement économique ». [...] Et à propos d'un sujet que je n'ai pas situé, il a dit : « C'est toujours mieux ensemble que séparé, c'est ainsi pour toutes choses. » Cela m'a laissée perplexe et j'ai pensé « ça dépend ensemble avec qui... » ! Après avoir noté qu'il y avait beaucoup d'innovation en Creuse, il a tout de même insisté qu'il serait bon que le téléphone passe partout...

[...] Tout ça n'est pas très grave, ni d'ailleurs très intéressant, et à 13 h 10 je me retrouvais libre, ayant perdu quatre heures à faire tapisserie.

UNE LECTRICE DE C.C.

Écran total

Résister à la gestion et l'informatisation de nos vies

DEPUIS

2011, un certain nombre d'éleveuses de brebis et d'éleveurs de chèvres désobéissent à la directive européenne qui les oblige à poser des puces électroniques à l'oreille de leurs bêtes. Ils refusent de gérer leur troupeau par ordinateur et de se conformer aux nécessités de la production industrielle, comme la traçabilité. Ils s'organisent entre collègues, voisins, amis, pour répondre collectivement aux contrôles qu'exerce l'administration sur leur travail, et faire face aux sanctions financières qui leur sont infligées en conséquence.

De 2011 à 2013, des assistantes sociales ont boycotté le rendu annuel de statistiques, qui sert autant à évaluer leur travail qu'à collecter plus de données confidentielles sur les « usagers ». Elles affirment l'inutilité de l'informatique dans la relation d'aide. Elles dénoncent un des objectifs de l'administration et ses managers : celui de faire entrer l'obligation de résultat dans leur métier. Elles refusent qu'à chaque situation singulière doivent répondre des actions standards en un temps limité.

Dans les années 2000, des directeurs d'école et des parents d'élèves se sont opposés à la collecte de données personnelles sur tous les enfants scolarisés via le logiciel base-élèves. Fin 2015, des personnels de l'Éducation nationale ont dénoncé publiquement l'informatisation de l'école, par l'Appel de Beauchastel. Ils refusent de résumer leur enseignement à une pédagogie assistée par ordinateur, destinée à occuper la jeunesse en attente d'entrer sur le marché du travail.

En 2013 est né un réseau, baptisé « Écran total », pour fédérer ce type de résistances. Il réunit des personnes de toute la France travaillant dans l'élevage, l'éducation, le travail social, la médecine, la boulangerie, le maraîchage, la menuiserie ou les métiers du livre, etc. Mais aussi des gens au chômage, au RSA ou sans activité. En comparant nos situations, nous avons reconnu une même logique à l'œuvre : l'informatique et la gestion détruisent nos métiers et dégradent les relations sociales. Nous nous y opposons ensemble, et appelons toutes celles et ceux qui vivent la même chose à rejoindre Écran total.

Nous critiquons l'emprise grandissante des logiques gestionnaires. Qu'elles se présentent comme innovation technique, organisation scientifique du travail ou management, ces formes de pouvoir attaquent notre dignité et nous opposent les uns aux autres. Nous voyons disparaître les marges de liberté qui nous permettent d'échapper aux impératifs de la rentabilité. D'après le discours dominant, il s'agit là d'un progrès. Mais pour les humains que nous sommes encore, loin de mettre un terme aux travaux pénibles, ce processus est le progrès de notre dépossession.

Que nous fait l'informatique ? Elle vise à optimiser le temps productif et prétend nous simplifier la vie, mais, en réalité, elle prend du temps et de l'attention au travail vivant en démultipliant les tâches administratives. Elle nous oblige à saisir des données. Elle produit ensuite des statistiques et des algorithmes pour découper, standardiser et contrôler le travail. C'est du taylorisme assisté par ordinateur. Le savoir-faire est confisqué, le métier devient l'application machinale de protocoles déposés dans des logiciels par des experts. Ce qui n'est pas nommable ou quantifiable disparaît : il y a de moins en moins de place pour la sensibilité, la singularité, le contact direct, pourtant essentiels à l'enseignement, le soin, l'agriculture, l'artisanat... Par la mesure constante des performances, nous finissons enfermés dans l'alternative infernale : subir la pression ou se faire éjecter. Bien souvent, ce sera les deux. Pendant que les usines ferment, même les activités qui en sont les plus éloignées sont gagnées par l'absurdité et la violence du modèle industriel.

Au-delà du travail, c'est toute notre vie intime et commune qui est affectée : elle perd ce qu'elle a d'incalculable. Dans l'administration, les services publics, les transports, en tant qu'étrangers, élèves, patients, clients, nous sommes réduits à des flux, identifiés, surveillés, numérisés. Les machines deviennent nos seuls interlocuteurs. Les dispositifs électroniques intégrés à toutes choses masquent les rapports de pouvoir sous une apparence d'objectivité. L'enthousiasme pour les écrans façonne un monde où tout s'aplatit, s'accélère et se disperse. La saturation d'informations entrave la pensée et les moyens de communication nous coupent la parole. Mettre en valeur les savoir-faire autonomes et le temps de leur élaboration est devenu une lutte quotidienne. La prétendue dématérialisation consacre en fait la surexploitation des ressources : composants métalliques et plastiques des ordinateurs, *data centers* en surchauffe, câblages géants... Le tout est fabriqué par les forçats du monde industriel et échoue dans les décharges qui se multiplient au Sud de la planète.

Écran total s'est réuni à plusieurs reprises, le temps d'un week-end, à la ville comme à la campagne. Autant de rencontres au cours desquelles nous partageons des témoignages sur la dégradation de nos métiers et des situations de conflit au travail ou face à l'administration. Certains tentent de préserver du sens dans l'exercice d'un métier qu'ils reconnaissent de moins en moins. D'autres ne veulent plus lutter sur le terrain de leur activité professionnelle, démissionnent et s'engagent sur des chemins de traverse. Le chômage peut alors être un moyen de réfléchir et d'agir hors de la production et du travail salarié. Nous mettons en mots ces conflits et ces parcours pour sortir de l'isolement et de l'impuissance dans lesquelles les gestionnaires veulent nous enfermer. Partant de l'analyse de ce que nous vivons, nous construisons une parole politique commune et nous imaginons de nouvelles formes de lutte et d'autres manières de travailler.

Nous mettons au centre de notre démarche un problème qui n'est jamais porté collectivement : celui du rôle et du contenu du travail. Il nous importe par exemple de pouvoir juger du caractère inutile, voire nuisible, de certains métiers et de la misère humaine qu'ils induisent. Nous constatons que les syndicats ont renoncé à le faire. Ils se bornent le plus souvent à une défense corporatiste de l'emploi, à lutter pour défendre des statuts et des conditions de travail, sans remettre en cause le sens des productions et des activités pour lesquelles les travailleurs sont payés. Ils se font ainsi les cogérants de l'organisation sociale à l'origine des maux qu'ils combattent.

La Petite Fille aux ballons

VOUS CONNAISSEZ ce dessin de Banksy peint sur le mur de huit mètres de haut qui tente de séparer Israël de la Palestine, ce pochoir qui représente une fillette s'envolant par-dessus le mur, accrochée à des ballons ?

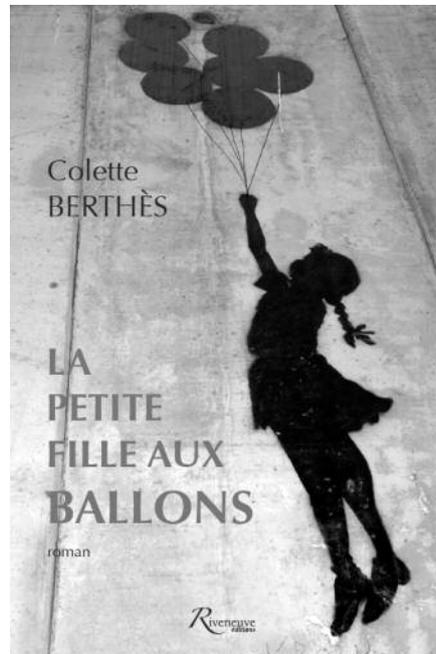
Ce pochoir, on le retrouve sur la couverture d'un roman – mais est-ce véritablement un roman ? – de Colette Berthès qui relate la quête de Laïla, une mère palestinienne, qui cherche à comprendre pourquoi sa fille, Amal, a choisi de se faire exploser à la terrasse d'un café israélien à une heure d'affluence, explosion qui tuera des militaires en goguette.

Vous qui me lisez, une idée pareille ne vous viendrait sans doute jamais à l'esprit. Vous n'en êtes pas là, n'est-ce pas ? Même devant un présent tellement insupportable que vous avez envie d'en finir avec l'existence, vous n'iriez pas pour autant vous immoler par le feu comme le fit un jeune Tunisien nommé Mohamed Bouazizi.

Sans doute votre révolte, votre colère, prend-elle d'autres chemins. Car votre situation, personnellement, n'est pas sans issue.

Le père d'Amal, Nidal, avait été abattu « par erreur » à un *check-point*, victime d'un soldat israélien qui se croyait menacé. Auparavant, Nidal avait connu la prison et, après la deuxième Intifada, il avait décidé que désormais toutes les actions qu'il mènerait contre Israël seraient non-violentes. Pour lui, cet État ne pouvait pas être détruit par les armes. Il en rêvait d'un autre, indépendant, laïque, où vivraient ensemble juifs, chrétiens et musulmans, Arabes, Russes, Éthiopiens et Druzes.

Et Laïla, dans sa quête, se demandait si Amal avait voulu venger son père...



Bravement, fièrement, Laïla attendra donc les repréailles, la venue des soldats israéliens qui, comme ils en ont l'habitude après une opération kamikaze, raseront la maison de la « terroriste ». Ce qui sera fait. Puis, pour chercher à comprendre, elle tentera de retrouver le chemin suivi par sa fille...

Cette quête va l'amener à rencontrer celles et ceux que sa fille Amal a fréquentés pendant quelques semaines avant de mourir ; et cette quête, fil conducteur, va nous faire pénétrer, au quotidien, à l'intérieur de la société palestinienne, une société tout à la fois au fait de la technologie la plus moderne et cependant rétrograde, sinon traditionaliste, dans ses mœurs ; mais, en arrière-plan, se lira la vie politique et sociale du pays, enchevêtrée et étouffante.

L'auteure nous rend bien cette vie courante palestinienne dans son intimité et sa quotidienneté ; sans doute a-t-elle dû côtoyer de très près les gens qu'elle dépeint pour avoir trouvé un ton si juste. On y parle beaucoup des nourritures si particulières à ce pays, du café amer ou du thé trop sucré et des vêtements de fête, mais aussi des organisations politiques diverses. Surtout, est décrite la situation de profonde injustice que subissent les Palestiniens abandonnés par les principaux États du monde alors que les Israéliens sont largement – et essentiellement – soutenus par les États-Unis d'Amérique et par notre propre pays, la France, qui n'est pas en reste, elle qui criminalise le boycott contre Israël.

On appréciera cette plongée dans la Palestine auprès des gens du peuple, gens modestes avec leur perception simple du monde qui les entoure et qui n'ont que « la patience des pierres » face à un État pourvu de tanks, d'avions et de beaucoup d'argent.

Tout à la fin, comme dans un polar, on aura en quelque sorte la solution de l'énigme que la jeune femme a écrite sur un morceau de papier, un petit poème enfoui dans ses vêtements abandonnés, que sa mère lira avec douleur et qu'elle déchirera, jugeant qu'il n'était ni utile ni décent que tout un chacun sache les raisons profondes du martyre de sa fille.

ANDRÉ BERNARD

• Colette Berthès, *La Petite Fille aux ballons*, Riveneuve éditions, 2016, 284 p., 18 €.

➤ Dans le cadre de la lutte contre le puçage électronique des animaux d'élevage, des fermes sanctionnées de plusieurs milliers d'euros ont bénéficié de la solidarité de centaines de personnes. Ces dernières ont aussi bien organisé des concerts de soutien ou des débats, envoyé de l'argent aux éleveurs, écrit des lettres de protestation aux administrations et occupé celles-ci, qu'accueilli en nombre les contrôleurs sur les fermes. Les refuseurs du puçage sont ainsi en mesure jusqu'ici de tenir leur position.

Nous voulons continuer à nous soutenir dans nos luttes en affirmant des choix communs et en coordonnant nos actions publiques :

désobéir de manière concertée, faire face collectivement aux sanctions, mettre en œuvre un soutien matériel et humain entre les métiers et les régions.

Au-delà, nous voulons retrouver de l'autonomie, redéfinir nos besoins, nous réapproprier des savoir-faire. Bref : décider de la forme et du sens de nos activités et de notre vie.

Ce sont ces buts et ces pratiques que nous vous invitons à partager et approfondir au sein d'Écran total.

Pour nous rencontrer, écrire à : *Faut Pas Pucer*, Le Batz 81140 Saint-Michel-de-Vax ou à ecrantotal@riseup.net

Imaginer AUTRE CHOSE

FABRICE NICOLINO ne fait pas partie de ceux qui pensent que la messe est dite, que la marche du progrès est inéluctable et que l'on est condamné à « *ingurgiter les menus d'épouvante de l'agroalimentaire* » jusqu'à la fin des fins. Journaliste spécialisé en écologie et auteur d'un certain nombre d'ouvrages sur le sujet, il nous fait une dernière piqûre de rappel, rapide et efficace.

Pour nous amener à réagir contre le modèle agro-industriel de l'agriculture, le productivisme à marche forcée en remettant l'humain au cœur de nos préoccupations, il publie un pamphlet la *Lettre à un paysan sur le vaste merdier qu'est devenue l'agriculture*.

130 pages qui résument l'histoire accablante de l'agriculture construite ou plutôt déconstruite par les pouvoirs publics depuis le début du XX^e siècle. Les choses commencent à dérailler depuis 1914, mais surtout après la Seconde Guerre mondiale quand le modèle américain envahit tous les fantasmes et avec lui la folie du profit et de la rentabilité.

Le remembrement est mis en place : les parcelles sont rassemblées et redistribuées ; il faut agrandir les exploitations, mécaniser, produire toujours et encore plus. Les espèces végétales sont sélectionnées, hybridées, croisées. Le Moyen Âge terminé, commencent les temps nouveaux, pour les animaux aussi, hélas !

Les temps nouveaux

Les animaux domestiqués sont asservis. L'INRA place des hublots dans le flanc des vaches pour prélever aux fins d'analyse (à heure donnée) ce qui se trouve dans le rumen. Tout ça pour connaître l'assimilation des différents aliments.

« *Enivrés d'Amérique, des commandos français venus de l'INRA, de la haute administration du syndicalisme officiel, sautent à pieds joints sur les campagnes, fusillent sans jugement quelques millions de paysans attardés dans un monde condamné, enferment à triple tour veaux, vaches et cochons, inondent les champs de nouvelles molécules chimiques et finissent la journée en se tapant sur le dos de contentement.* »

Au fil des pages apparaissent les piteux acteurs de ce désastre : les chimistes qui ont mis au point le DDT, Pisani et Debatisse proclamant dans les années 1960 que « *la Bretagne doit devenir un immense atelier de production de lait et de viande, ce qui implique le développement de céréales fourragères, l'importation de maïs et de*

tourteaux, la substitution de la culture du maïs et de l'orge à celle du blé, l'installation d'usines de production de viande »... Et en avant pour la ferme des 1000 veaux !

Ingénieur agronome = danger !

Puis vient l'ingénieur agronome Willaume entré chez Péchiney, premier lobbyste des pesticides en France, vouant un véritable culte à la chimie de synthèse, et tant pis pour les abeilles. On parle de phytopharmacie dans la novlangue des marchands, car il est plus élégant d'évoquer le médicament que de parler de pesticides. Grâce à Willaume, « *la France va consommer des pesticides par centaines de milliers de tonnes, tout ça pour que vivent Rhône-Poulenc et derrière ce groupe franchouillard aujourd'hui disparu Monsanto, Bayer Crop-Science, Syngenta, BASF et les autres* ».

Et puis vient « *le sourire de Xavier Belin et le beau magot de Sofiprotéol* », Belin propriétaire de 500 ha en Beauce, président de la FNSEA, patron de Sofiprotéol, monstre protéiforme, grand argentier de l'agriculture industrielle qui emploie 8500 personnes pour un CA de 7,3 milliards d'euros en 2012. Biocarburants, OGM, semences génétiquement modifiées, génétique animale alimentent cette machinerie géante qui ne fonctionne plus que pour des enjeux financiers et se nourrit de corruption.

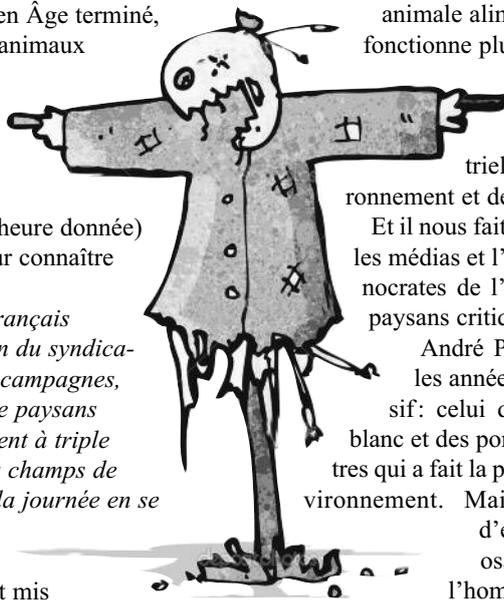
Nicolino dénonce les travers et les scandales de cette agriculture industrielle qui s'est faite au détriment de l'environnement et des paysans eux-mêmes.

Et il nous fait entendre une autre musique, étouffée par les médias et l'opinion publique manipulée par les technocrates de l'agriculture « rationnelle », celle d'autres paysans critiques.

André Pochon, par exemple, qui proposait dans les années 1960 des alternatives à l'élevage intensif : celui des vaches sur prairies à base de trèfle blanc et des porcs sur paille, une expérience parmi d'autres qui a fait la preuve de son efficacité en respectant l'environnement. Mais que deviendraient les marchands d'engrais et de matériel agricole si l'on osait rêver d'un autre avenir pour la terre et l'homme ?

SAGNA

• Fabrice Nicolino, *Lettre à un paysan sur le vaste merdier qu'est devenue l'agriculture*, Les Échappés, janvier 2015, 126 p., 13,90 €.



Abonnement à Creuse-Citron

Les frais d'envoi postaux sont de 1,50 € par numéro. *Creuse-Citron* étant à prix libre, vous pouvez ajouter ce que vous voulez, sachant que le coût de fabrication d'un numéro est de 50 cts.

1 an (4 n°) = 5 € (frais de port) + ... (prix libre) / 2 ans (8 n°) = 12 € (frais de port) + ... (prix libre)

20 ans (80 numéros) = 120 € (frais de port) + ... (prix libre)

Indiquez le nombre de numéros que vous désirez recevoir, libellez votre chèque à l'ordre de *Citron Libre* et adressez-le à *Creuse-Citron*, BP 2, 23000 Sainte-Feyre.

Au fabuleux destin
café-spectacle à la p'tite semaine
6, rue Cerclier, quartier du Petit-Saint-Jean à Aubusson
du jeudi au samedi de 19 à 22 heures, spectacle à 20 h 30



Les jeudis en août et septembre, le bar est ouvert de 19 à 21 heures : boissons, soupe, pain, fromage, prêt et vente de livres... Profitez-en pour visiter les expositions. Août : Un regard simple photographies de Thomas Vermersch. Septembre : œuvres d'Hélène Leicher

Août

jeudi 4, 19h-21h : Le bar est ouvert.
vendredi 5 : *Les Filles de l'air*, concert. Virginie et Marie, guitare et voix.
samedi 6 :
10h-13h et 14h30-17h30 : *Café-couture*. Réservation et renseignement 06 83 82 62 07. Participation à prix libre.
20h30 : *Drôle de France* par la Cie Kta, théâtre en musique.
jeudi 11 : *Sac à malice*, scène ouverte.
vendredi 12 : *Jazz Quartet*, concert de jazz manouche. Avec Mathieu Durant (guitare), Philippe Plétan (contrebasse), Thierry Rouzet (guitare et chant), Côme Launay (trombone) ou Pauline Caplier (accordéon).
samedi 13 : *De la rue à la cour des rois*, par l'ensemble Parchemins, musique et chants baroques. Avec Matéo Crémades (baryton, guitare baroque), Flora Chevallier (mezzo-soprano, violoncelle), Nathalie Ferron (mezzo-soprano).
jeudi 18 : *À tire d'ailes !* récit en musique. Récit d'Arnaud Gosselin, accompagné par Olivier Philippson à l'accordéon.
vendredi 19 : *Botiza*, film de Frédéric Gonseth et Catherine Azad, 99 mn. Chronique d'une année d'un village roumain au rythme d'un cheval. Un film qui ne laisse pas indifférent et suscite de nombreuses questions aussi bien sur notre mode de vie que sur le façon de réaliser un film documentaire. Projection *Creuse-Citron*.
samedi 20 : *Duo Polka*, concert folk.
Lise Cailliot (voix), Paul Bounie (multi-instrumentiste).
jeudi 25 :
18h : Réunion mensuelle des bénévoles.
20h30 : Ructor Vigo, un one man show.
vendredi 26 : *Zanzibar trio*, concert ethno-jazz. Avec Pascal Lefeuvre (vielle à roue), Thomas Bienabe (mandoline et luth), Guillaume Vallot (contrebasse, basse).
samedi 27 :
19h : Vernissage de l'exposition des œuvres d'Hélène Leicher.
20h30 : *D'un même geste ou presque...* Concert plastique, improvisation musicale et graphique. Ce soir, Antoine Picot, dessinateur et Simon Fell, contrebassiste se prêtent volontiers au défi de trouver un même geste (ou presque) en s'aventurant, chacun dans son art, à la rencontre de l'autre.

Septembre

jeudi 1^{er}, 19h-21h : Le bar est ouvert.
vendredi 2 : *Chœur de lecteurs*.
samedi 3 :
10h-13h et 14h30-17h30 : *Atelier partagé couture*, proposé par la Ressourcerie Court-Circuit.
Réservation et renseignements : 05 55 66 24 11. Participation à prix libre.
20h30 : *Trio Djaāmi*, concert sans boussole.
jeudi 8, 19h-21h : Le bar est ouvert.
vendredi 9 : *Le pouvoir en milieu paysan*, par Julien Dupoux, conférence de 50 mn suivie d'un débat.
samedi 10 : *Sang Conteste*, chanson punk acoustique.
jeudi 15, 19h-21h : Le bar est ouvert.
vendredi 16 : *Sans papiers ni crayon*. Film documentaire de Marie Borrelli, 2006, 52 mn.
Aller à l'école ? Fastoche !
Mais qu'en est-il pour les enfants sans papiers, arrivés « illégalement » sur le territoire français ? Sont-ils des écoliers comme les autres ? Icham, Fatima et Lionel nous font partager leur vie à travers ce documentaire. Le film évoque le non-respect de la convention des droits de l'enfant et des droits de l'homme. Il a été refusé par toutes les chaînes nationales de télévision française.
Projection *Creuse-Citron*.
samedi 17 : *Jean Tricot*, chansons.
jeudi 22 : *Actualité des projets nuisibles en Creuse*, Soirée débat proposée par *Creuse-Citron*.
Mines, éoliennes, enfouissement de déchets radioactifs, notre bout du monde est une cible privilégiée pour une politique de croissance à courte vue et de pseudo-écologisme. L'État inféodé à des entreprises rapaces s'imaginer peut-être que le petit nombre de ploucs que nous sommes se laissera faire. Les résistances en cours à tous ces projets sont en train de lui donner tort.
vendredi 23 : Koklair, chanson française.
samedi 24 : *Métamorphose*, par Nadia Lena Blue. Performance électro expérimentale et poésie sonore.
jeudi 29 à 20h : Réunion mensuelle des bénévoles.
vendredi 30, 19h-21h Le bar est ouvert.

Librairie champêtre
Libertaire
Samedi 24 & dimanche 25
Septembre 2016 de 10 à 19 h
Château de Ligoure
Le Vigen - 87

Entrée libre
Repas prix libre
www.cira.limousin.free.fr

Le Cira Limousin (Centre international de recherches sur l'anarchisme) organise les rencontres de Ligoure les 24 et 25 septembre 2016

samedi 24 septembre

15 h : Michel Di Nocera, 1939-1945, reconstitution de la CNT et maquis anarchistes espagnols au barrage de l'Aigle.
16 h 30 : Matias Velasquez, *Pour en finir avec la thermoconnerie*.
18 h : Anne Steiner, *Le temps des révoltes* (avant 14 et son actualité en 2016 ?).
22 h : *Chansons and roll* par Les Bras Nus, pour des jours meilleurs libertaires.

dimanche 25 septembre

15 h : Christian Gatineau, *Le jardin vivant, Que faire des riches dans un monde sans pauvreté ?*
16 h 30 : Au revoir et à l'an prochain !
Exposition : *Espagne 36*, tableaux de Madeleine Lamberet.

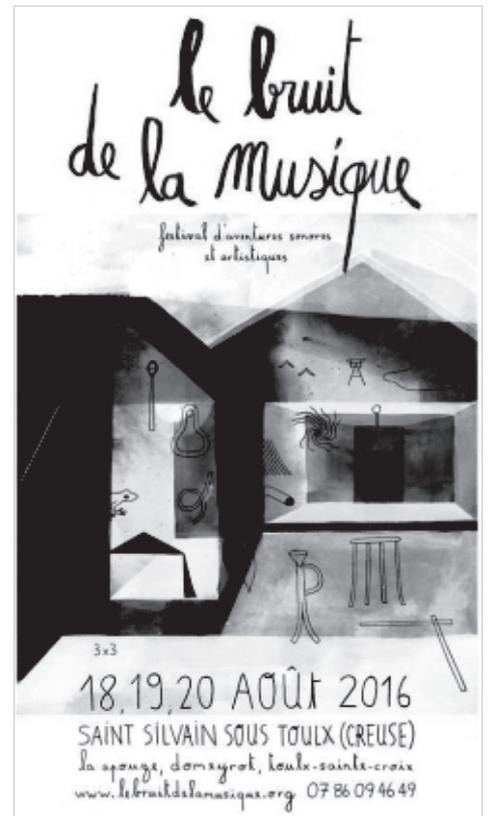
CIRA Limousin : 40, rue de la Révolution, 87000 Limoges. Courriel : cira.limousin@free.fr



La Naute

23190 Champagnat-St-Domet
05 55 67 12 54 www.lanaute.com

mercredi 3 août, 21h30 : Ciné plein air : *Amazonia*, film de Thierry Ragobert.
vendredi 5 août, 17h30 : Défilé de plage.
21h30 : Le Ballet national de Côte d'Ivoire, musique et danse traditionnelles de Côte d'Ivoire) En partenariat avec le festival « Les Portes du Monde » de Felletin.
dimanche 7 août, 21h30 : Jeff ZimaTrio, blues (États-Unis : Nouvelle-Orléans).
jeudi 11 août, 21h : Jim Murple Mémorial, rhythm'n blues jamaïcain/rocksteady/ska (France).
dimanche 14 août, 21h30 : Orquesta Del Centenario, tango. (Argentine : Buenos Aires).
mercredi 17 août, 21h30 : Ziveli, fanfare (Balkans).
vendredi 19 août, 21h30 : Ezza, rock touareg (Niger/France).
vendredi 26 août, 21h30 : The Sunvizors, reggae (France).
samedi 27 août, 21h30 : Battle, Lock is Not a Joke, hip-hop (France).



L'Atelier

bar, boutique, resto
23460 Royère-de-Vassivière
tel : 05 55 64 52 22

Tous les jours bar - resto - Internet : ouvert de 9h à 20h en semaine, jusqu'à 23h le week-end. Sandwichs à toute heure, point d'accès Internet permanent, flipper, baby-foot et billard...

Boutique ouverte aux mêmes horaires que le bar. Produits locaux, commerce équitable, vins, artisanat, jouets, vêtements...

De temps à autre des spectacles et concerts, des tournois de baby, de belote ou de tarot en fonction des envies. Les dates des animations sont susceptibles d'être modifiées, aussi n'hésitez pas à nous contacter.

Les concerts du mois d'août

vendredi 5, 21h30 : concert. *Wailing Trees* (reggae, soul, jazz).
mardi 9, 21h30 : concert. Leo Haag, *Livret Pagaille* (chansons pour un piano dérangé).
vendredi 12, 21h30 : concert. *Balaphonics* (afro brass band).
vendredi 26, 21h30 : concert. *Swing Time* (trio jazz swing).

Les 17^e Jardins-Jeudis et les Lundis littéraires de la Spouze - août 2016

La Spouze, 23230 La Celle-sous-Gouzon 05 55 62 20 61 ou 06 44 05 47 80

Spectacles tout public à 21 heures, participation libre.

Direction artistique Mélodie Le Bihan.

Programme du mois d'août

jeudi 4 : Récital Serge Gainsbourg, avec Mélodie Le Bihan.
lundi 8 : Poèmes et chants pour l'orgue de Barbarie avec Mélodie Le Bihan.
jeudi 11 : Récital Boris Vian, avec Boris et René Bourdet.
lundi 15 : Poèmes de Tristan L'Hermite, avec Pauline Cazier à la flûte, lecture de René Bourdet, présentation de Daniel Dayen.
jeudi 18 : *Le Bruit de la Musique* (St-Silvain-sous-Toulx). Trio de clarinette : A. Angster, S. Kassap, J.-M. Foltz, œuvres de B. Cavana, G. Asperghis, P. Boulez.
lundi 22 : *Compagnie des ombres* : poèmes d'Amédée Carriat. Prix Maurice. Présentation Daniel Dayen, voix René Bourdet et Michel Parot.

jeudi 25 : *Malstrom*. Récital Gaston Couté.

lundi 29 : *Rondeaux et Ballades de Charles d'Orléans* avec Jean-Claude Bray qui conte ses 25 ans de prison en Angleterre (Guerre de 100 ans).

jeudi 1^{er} septembre : Chansons, avec Isabelle Tourbier et René Bourdet.

Les expositions de l'été

Pavillon de musique : *Boris Vian*. Livres illustrés, affiches, éditions originales, disques, partitions, etc.

Atelier Gavarni : *Mes Morillons*, photos de Lolita Bourdet.

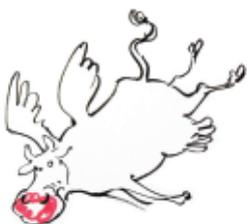
À l'extérieur : photos grand format sur le même thème.

Les expositions sont ouvertes tous les jeudis ou lundis ou sur rendez-vous.



Rendez-vous le 11 novembre à Gentioux

Rassemblement antimilitariste à 11 heures devant le monument aux morts pacifiste.
 À partir de 12h30 à la salle des fêtes de Faux-la-Montagne (et non au Villard comme d'habitude) :
 repas des partageux, buffet libertaire composé des victuailles apportées ou non par chacun(e) et aussi
 tables de presse et librairies.
 Malgré les provocations des tenants de l'ordre établi, nous sommes nombreux à vouloir maintenir
 une manifestation vraiment antimilitariste (voir en page 5 de ce journal).



Samedi 1^{er} octobre, 4^e anniversaire du Fabuleux Destin

4 ANS DÉJÀ ! On ne s'y attendait pas le 29 septembre 2012.
 Près de 600 manifestations plus tard, cette année le samedi le plus proche de notre date
 anniversaire est le samedi 1^{er} octobre. Combien d'artistes y participeront-ils cette fois-ci ?
 C'est toujours une agréable surprise à partager et l'occasion de voir et d'entendre celles ou ceux
 qu'on aurait manqué dans l'année. Pour ceux qui ne connaissent pas encore le Fabuleux destin,
 céder à la tentation de cette soirée anniversaire est une des meilleures façons de le découvrir.
 Programme du trimestre en page 22.



Comme une fleur sur la soupe

Un nouveau lieu collectif autogéré, sous forme associative, ouvert depuis le 15 avril 2016 au Piotaix, à Saint-Junien-les-Combes (87300) où vous pourrez trouver *Creuse-Citron*.
 Tous les vendredis, de 19 heures à minuit : concert, projection de films, jeux, libre créativité, suivi thématique (par exemple autour des migrants une fois par mois pour préparer le déplacement, début septembre, de deux adhérentes dans les campements de migrants du Pas-de-Calais).
 Un bar complète la soirée avec vins naturels, bières locales et casse-croûte à composer soi-même à partir de produits locaux. Chacun est évidemment invité à s'investir dans le collectif qui anime un lieu ouvert à toutes les bonnes volontés.
 Contact : [facebook.com/commeunefleursurlasoupe](https://www.facebook.com/commeunefleursurlasoupe) ; commeunefleur87300@outlook.fr

Où trouver Creuse-Citron ?

Aubusson : Librairie *La Licorne*, 42, Grande-Rue
Au Fabuleux destin café-spectacle, rue Cerclier
 Épicerie bio *Ethiquête*, 96, Grande-Rue
Presse d'Aubusson, 31, Grande-Rue
 Librairie d'occasion *Au Petit Bonheur*, 4, rue Vaveix
Bourganeuf : *Maison de la presse*
Boussac bourg : *Ferme Chauveix*
Bussière-Dunoise : Bar-coiffeur *Pignaut*
Chambon-sur-Voueize : *Bar Aux deux pianos*
Champagnat / St-Domet : Étang de la Naute
Dun le Palestel : Librairie *Feugère*, 1, rue des Sabots
Évaux-les-bains : Bar-tabac *Le Rallye*
 Cinéma *Alpha*

Eymoutiers : Librairie *Passe-Temps*
 Ressourcerie *Le Monde allant vers*
 Café *des enfants*
Felletin : Bar-tabac *Le Troubadour*
 Ressourcerie *Court-circuit*
Gargilasse-Dampierre : *Auberge de la Chaumerette*
Guéret :
 Coop *des champs*, rue de Lavilatte
 Bar *de la Poste*, rue Martinet
 Librairie *Les Belles Images*, rue É.-France
 Librairie *Au fil des pages*, place du Marché
 Bar-tabac *Le Bolly*, 2, rue Maurice-Rollinat
Solecobois, 14, av. Fayolle
La-Jonchère-St-Maurice : *Le Radeau actif*
La Souterraine : *Le Panier du coin*

Limoges : Librairie *Page et Plume*, pl. de la Motte
Undersounds, 6, rue de Gorre
 Espace *El Doggo*, 22, rue de la Loi
CIRA, rue de la Révolution
Montluçon : Librairie *Le Talon d'Achille*,
 8, pl. Notre-Dame
Royère-de-Vassivière : Bar *L'Atelier*
St-Loup : Restaurant *Le P'tit loup*
St-Junien-les-Combes : Lieu associatif *Comme*
une fleur sur la soupe
Sardent : Bar *Chez Josiane* ; épicerie *Vival*
Sur le plateau et les marchés : Épicerie itinérante
Le Temps des cerises

et sur <http://creuse-citron.legtux.org/>

Creuse-Citron

s'adresse à tous ceux et celles qui luttent contre la falsification de l'information et la diffusion généralisée de l'idéologie libérale. C'est un journal indépendant et libertaire qui s'interdit toute exclusive et tout prosélytisme en faveur de telle ou telle organisation syndicale ou politique. Sur cette base nous publierons toutes les informations que vous nous ferez parvenir.
 Ce journal est réalisé par le Collectif libertaire Creuse-Citron.



Courrier postal : Creuse-Citron
 BP 2 23 000 Sainte-Feyre
 Courriel : creusecitron@free.fr

Prix Libre

Nous vous proposons Creuse-Citron à prix libre. C'est, pour notre collectif, une démarche politique, non marchande, alors que, par ailleurs, l'habitude est de payer le même prix, que l'on soit fortuné ou pauvre. Le prix libre n'est pas pour autant la gratuité : c'est donner la possibilité d'acquérir un même produit selon ses moyens et ses motivations.

Abonnements : voir page 21

Numéro réalisé avec le logiciel libre
 SCRIBUS (www.scribus.net)
 Impression : Espace Copie Plan, Guéret



La copie et la diffusion des textes publiés dans ce journal sont libres et fortement encouragées.